



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-10-1/2023-10-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 1<sup>er</sup> octobre

**Présidentielle 2023: Adolphe Muzito dépose sa candidature.** Le leader du parti Nouvel Elan, Adolphe Muzito, a déposé samedi 30 septembre sa candidature à la présidentielle de décembre 2023. Adolphe Muzito a fait acte de candidature au lendemain de son investiture comme nouveau président et candidat à la magistrature suprême à l'issue d'un congrès de son parti, qui s'est clôturé vendredi à Kinshasa. A la question de savoir si l'opposition peut encore désigner un candidat unique, il répond qu'il se laisse le temps de confronter son offre politique à celle des autres candidats pour des probables alliances avant et après les élections. **Jean-Pierre Bemba se range derrière son « frère Félix-Antoine Tshisekedi ».** A l'issue du 4<sup>e</sup> congrès de son parti, le Mouvement de libération du Congo (MLC), samedi 30 septembre à Kinshasa, Jean-Pierre Bemba a annoncé qu'il ne présenterait pas sa candidature à l'élection présidentielle de décembre 2023. Il a, de ce fait, affirmé son soutien à son « frère Félix-Antoine Tshisekedi ».

**Vital Kamerhe et Didier Budimbu à Lubumbashi pour résoudre le problème lié à la rareté des produits pétroliers.** Plusieurs stations-services de Lubumbashi sont fermées depuis le 28 septembre. Les pétroliers évoquent la rupture des stocks et le non-paiement, par le Gouvernement, du manque à gagner qu'il devrait subventionner ou auquel il devrait suppléer. Les pétroliers indiquent aussi que, sur le marché international, le prix du baril est revu à la hausse. Toutefois, à ce stade, ils n'évoquent pas un quelconque mouvement de grève. Bien que certaines stations, à l'annonce de l'arrivée de la mission gouvernementale, ont timidement ouvert le samedi en service intermittent, la situation restait cependant confuse sur le marché. Une réunion du comité technique de suivi des prix a été tenue ce même samedi 30 septembre, dans l'après-midi et a mis autour de la table le ministère de l'Économie nationale, le ministère des Hydrocarbures, la Direction générale des Douanes et accises et les opérateurs pétroliers afin d'examiner les différentes revendications de ces derniers. **Lubumbashi : réouverture des stations-services fermées depuis jeudi.** Au sujet du paiement du manque à gagner que les pétroliers réclament au Gouvernement, le ministre de l'Économie a rassuré que le gouvernement va « payer le manque à gagner le mercredi ». Quant à la préoccupation relative au prix du baril du pétrole qui a augmenté sur le marché international, Vital Kamerhe apaise les pétroliers : « Il y a deux solutions : la première c'est que l'argent tombe et on va supporter la totalité de 3%. La deuxième solution c'est de dire nous allons publier une nouvelle structure des prix des produits pétroliers mais en tenant compte du fait que nous allons nous rapprocher petit à petit des prix d'équilibre pour que cette histoire de perte et manque à gagner se termine définitivement ». Cette approche du gouvernement est appréciée par la Fédération des entreprises du Congo dans le Haut-Katanga.

**Goma : le commandant de la 34<sup>ème</sup> région militaire demande aux jeunes d'éviter « toute manipulation qui peut profiter à l'ennemi ».** Il l'a dit à Goma lors d'un face-à-face avec les représentants des associations de jeunes et de mouvements citoyens. Cette rencontre visait à renouer le « mariage entre militaires et les civils ». Car depuis les événements du 30 août dernier mais aussi l'insécurité qui règne dans les quartiers, un climat de méfiance règne entre les deux partenaires. Par des scènes de violence, les jeunes s'expriment pour dénoncer des abus et l'inefficacité des services de sécurité. Face à ces situations, le commandant de la 34<sup>ème</sup> région militaire a plaidé pour un rapprochement entre jeunes et l'armée. Il a rassuré aux jeunes que tous les espaces encore occupés par des rebelles seront libérés. Il a sollicité l'accompagnement de la population afin de gagner cette guerre.

**La population de l'Ituri « n'a pas la culture du paiement des honoraires des avocats », se plaint le Conseil d'ordre des avocats.** En Ituri, les citoyens préfèrent le règlement à l'amiable de leurs différends par peur de payer les honoraires aux avocats et autres frais inhérents, plutôt que de choisir la voie judiciaire. Ce qui amène souvent à des cas de vengeance privée. Et lorsqu'ils sont sollicités, certains avocats défendent leur client sans espoir d'être payés en retour. Le premier président de la cour d'appel de l'Ituri se dit conscient des relations difficiles qu'entretiennent la population et la justice. Il promet d'y travailler avec ses collaborateurs :

**Beni : plus de 300 habitants de Watalinga appelés à collaborer avec l'armée.** Cette sensibilisation a été assurée par le Conseil local de la jeunesse de Watalinga dans le cadre du projet « Jiwe Langu Kwa Usalama wa Beni », (ma contribution pour le rétablissement de la paix à Beni). Elle vise le renforcement de la collaboration entre les civils et les militaires afin d'accompagner les FARDC dans leurs opérations contre les rebelles des ADF.

**Beni : près de 10 ex-otages des ADF réunifiés avec leurs familles à Maboya et Mabuku.** Certains se sont échappés de ces rebelles, d'autres ont été libérés il y a un mois par les forces des opérations conjointes Fardc-UPDF. Cette réinsertion familiale a été facilitée par la Fondation américaine BridgeWay, à travers sa structure d'accompagnement Ukweli Défection Committee (UDC).

**Tshopo : certains déplacés du conflit Mbole-Lengola souffrent de la malnutrition.** Certains enfants atteints de malnutrition commencent à décéder. Cette situation dramatique a fait l'objet d'une réunion à Kisangani (Tshopo) entre le ministre provincial de la Santé et les partenaires aussi bien du secteur que des organisations humanitaires.

L'objectif était de se pencher sur cette situation humanitaire des déplacés et d'essayer d'y trouver des solutions urgentes. Le chef du sous bureau de l'Unicef /Kisangani Noctar Hann, précise que les interventions se font de façon coordonnée et que pour les déplacés, les évaluations ont été faites. Un plan de réponse existe déjà et les agences sont en train de se positionner.

**Kongo-Central : le gouvernement provincial interdit l'importation de la bière et du ciment gris.** Cette décision rentre dans le cadre des mesures économiques visant la réduction de la dépendance du pays aux importations et protection de l'industrie locale. L'exécutif provincial dit avoir constaté qu'en dépit de cette interdiction, la vente et la circulation desdits produits persistent dans la province. La porte-parole du gouvernement provincial du Kongo-Central, prévient que les récalcitrants s'exposeront, à leur risque et péril, à des poursuites judiciaires.

**Le regroupement politique ANB réitère son soutien à Félix Tshisekedi.** Il a livré sa position lors de son conclave tenu à Kinshasa. Selon son autorité morale, « A nous de bâtir le Congo » entend apporter sa contribution pour « échanger sur les stratégies politiques devant permettre d'affronter les échéances électorales ». Au cours de ce conclave, ce groupement politique a présenté ses 421 candidats députés nationaux et ses 650 candidats députés provinciaux. Il a également exhorté les membres de son regroupement politique à observer une vigilance tous azimuts pour protéger l'unité, la sécurité et l'indépendance territoriale de la RDC.

**Bukavu : le prix de course de transport en commun passe de 500 à 1000 FC,** sur l'axe Nguba-Essence et les usagers ont été surpris mais les chauffeurs sont restés catégoriques. Le président de l'Association des Chauffeurs du Congo/Sud-Kivu a rappelé à l'ordre tous les chauffeurs de sa corporation de ne pas réajuster le prix de course. Pour sa part, le maire de la ville de Bukavu, a annoncé une rencontre avec les associations de transport urbain pour faire la lumière sur la question de hausse de prix de courses.

**Goma : demande de l'allègement des conditions d'octroi des visas d'entrée en RDC pour les touristes.** « Une fois la sécurité garantie qu'on allège l'octroi du visa d'accès en RDC à travers la frontière. Beaucoup de touristes manquaient l'opportunité d'avoir les visas frontaliers. Si la RDC veut faire face à la concurrence de

l'Afrique de l'est ou faire mieux que cette région c'est l'allègement d'obtention des visas sur le plan international », a fait savoir l'un des acteurs du secteur de tourisme à Goma. Il a également appelé la revisitation du moratoire qui interdit aux humanitaires d'entrer par les frontières de l'Est du pays.

**Lomami : le gouverneur Ilunga invite sa population à investir dans l'agriculture.** Pour lui, seule l'agriculture peut rapidement contribuer au développement de sa province. Le gouverneur a également loué les efforts de son équipe qui a rendu disponible les moyens nécessaires pour l'achat des intrants et matériels aratoires à distribuer aux agriculteurs multiplicateurs afin d'augmenter la production agricole et lutter contre l'insécurité alimentaire. La province de Lomami est un grenier agricole, mais depuis plus de 5 ans, elle enregistre des cas de malnutrition sévère chez les enfants ainsi que les femmes enceintes.

**Bunia : au moins 30 policiers congolais en formation sur la sécurisation des élections.** En septembre dernier, la Monusco avait formé 18 policiers de l'Unité de la protection civile de Bunia (Ituri) sur le métier de sapeur-pompier pour éteindre les feux de toute origine et protéger ainsi la population de Bunia en cas d'incendie.

**Lomami : au moins 339 décès dus à la rougeole dans la zone de santé de Lubao en l'espace d'un mois,** sur 5.840 cas de rougeole notifiés, depuis la 40<sup>ème</sup> semaine épidémiologique. Le médecin chef de cette zone de santé, a attribué la recrudescence de cette maladie notamment à la suppression de service minimum dans les hôpitaux et centres de santé à la suite de la grève sèche des infirmiers. Cette situation perturbe la prise en charge médicale des enfants malades de rougeole de cette zone de santé. Il estime qu'il était important que les infirmiers organisent un service minimum pour essayer de gérer la situation en rapport avec les cas de rougeole qui sévit dans la zone.

**Présidentielle 2023 : Félix Tshisekedi désigné candidat de l'Union sacrée de la nation.** Les chefs de cette famille politique disent avoir opté pour Félix Tshisekedi afin de lui permettre « d'achever ce qu'il a commencé » à la tête de la RDC. Plusieurs personnalités politiques ont pris part à ce plébiscite notamment Jean-Pierre Bemba (MLC), Vital Kamerhe (UNC), Bahati Lukwebo (AFDC), Christophe Mboso, et Augustin Kabuya (UDPS). D'autres candidats à la présidentielle se préparent également pour faire face au président sortant Félix Tshisekedi.

Parmi eux, il y a les opposants Martin Fayulu et Moïse Katumbi.

## Lundi 2 octobre.

**Le SYADEC lance une pétition pour dépolitiser l'organisation de l'examen d'Etat.** A travers leur démarche, ces pétitionnaires exigent la rupture du contrat entre le ministère de l'Enseignement et les agences privées ZAION et SCHOOLAP, qui ont géré l'édition controversée de l'Examen d'Etat 2023. Ces syndicalistes exigent que la gestion de cette épreuve certificative soit remise à l'Inspection générale de l'EPST et non à ces deux agences privées, comme a précisé la présidente du SYADEC. Ils affirment également vouloir sauver l'Inspection générale de l'EPST de l'immixtion politique et obtenir sa réhabilitation dans sa mission régaliennne. Ils l'ont fait savoir après avoir constaté la débâcle, selon eux, dans l'organisation de l'examen d'Etat 2023 qui a suscité indignations et contestations.

**Ituri: plus de 500 véhicules bloqués dans les bourbiers de la route Gina-Pimbo,** depuis au moins deux mois. Parmi ces véhicules bloqués, il y a des camions poids lourds transportant des produits de première nécessité, des camions avec des citernes de carburants, des voitures de transport en commun et celles des privés. Les usagers de cette route se posent donc la question de savoir où va l'argent de péage route récolté régulièrement et qui devrait servir à l'entretien de cette route d'importance économique capitale pour la province de l'Ituri. Plusieurs observateurs indiquent que la plupart des routes de cette province sont dans un état de délabrement avancé, depuis que la Direction générale des recettes de la province de l'Ituri (DGRPI) a repris la gestion de maintenance de ces routes qui jadis étaient gérées par le Fonds national d'entretien routier (FONER).

**La Synergie des organisations syndicales et sociales juge antisocial le projet du budget 2024.** Le rapporteur de cette organisation, réagit « au-delà du taux de croissance de ce budget, il faut dire qu'il ne tient pas compte de la politique salariale tant souhaitée par les travailleurs ainsi que des agents et fonctionnaires de l'Etat. Donc, ce budget ne tient pas compte de la réduction du train de vie de l'Etat pour dégager des moyens, des économies qui puissent permettre que les agents et fonctionnaires de l'Etat puissent toucher un salaire qui leur permette de vivre ». Il a proposé que ce projet du budget soit revu, en apportant plus de ressources aux secteurs sociaux de base.

**Tshopo : des cultivateurs locaux se lancent dans la production de la semoule de maïs.** Ce produit est déjà mis sur le marché de Kisangani. Le coordonnateur de cette structure, soutient que cette production locale de semoule de maïs vient résoudre la carence de cette denrée à Kisangani. En effet, la farine de maïs consommée dans cette ville provient essentiellement de l'Ouganda. La coopérative a fixé le prix de sa semoule de maïs à hauteur de la moitié du prix de celle qui est importée. Cette structure est fière de fournir à la population une denrée plus fraîche et qui apporte une valeur ajoutée à la production locale.

**Lomami : les véhicules interdits de passage sur le pont Luilu,** qui relie la ville ferroviaire de Mwene-Ditu à la cité de Luputa (Lomami), sur la RN1. Cette décision émane des autorités politico-administratives locales à la suite d'une cassure observée sur ce pont. Une cassure est enregistrée sur le pont Luilu, exposant ainsi les usagers à un risque probable d'effondrement. Du coup, les véhicules en provenance du Haut-Katanga et Luabala en partance pour Mbuji-Mayi et vice-versa doivent faire un détour en passant par la cité de Ngandajika.

**Félix Tshisekedi va inaugurer d'importants ouvrages au Haut-Katanga.** Dès ce lundi 2 octobre, il va inaugurer, à partir de Kasomeno dans le territoire de Kasenga (Haut-Katanga), les travaux de construction de la route qui va aller jusqu'à Muenda en Zambie. Une fois terminée, cette route permettra de décongestionner la frontière de Kasumbalesa. Elle facilitera aussi l'évacuation des marchandises vers le port de Dar-es-Salaam en Tanzanie. Au lieu que les marchandises de la RDC, notamment les minerais, passent par le port de Durban en Afrique du Sud, c'est plutôt le port de Dar-es-Salaam qui sera privilégié ; car le plus proche. A la faveur de cette route, la Zambie et la RDC auront les postes frontaliers à arrêts uniques.

**Denis Mukwege annonce sa candidature à la présidentielle de 2023.** Prix Nobel de la paix 2018, Denis Mukwege dit avoir ainsi répondu à la demande de la population qui lui a même remis l'argent pour payer la caution pour cette fin. Cependant, il a insisté sur le fait qu'aller voter ne suffit pas car, il faut surtout se rassurer que les résultats publiés par la Ceni traduisent réellement l'expression du peuple. Il en a appelé à la mobilisation de tous.

**Nord-Kivu : accalmie ce lundi à Kilolirwe sur l'axe Goma-Kitshanga.** Cette accalmie intervient après des affrontements enregistrés la veille au soir entre les rebelles du M23 et des groupes armés locaux. Différents acteurs de la région pensent que la récupération de Kilolirwe par les groupes armés locaux qui se disent « forces d'autodéfense » ne suffit pas pour sécuriser tout l'axe Sake-kitshanga, parce que les rebelles ne sont pas loin de là.

**Kinshasa : des coups de feu tirés à l'ITI/Gombe pour empêcher des échauffourées avec des étudiants de l'ISPT.** Samedi des étudiants de de l'Institut supérieur pédagogique et technique (ISPT), accompagné de jeunes délinquants munis d'armes blanches, ont envahi l'immeuble résidentiel des enseignants de l'Institut technique industriel de la Gombe (ITI), détruisant, pillant et emportant des biens de valeur et diplômes des enseignants Ce lundi matin, des étudiants sont revenus à la charge pour empêcher les élèves d'étudier. Les forces de l'ordre, dont des soldats de la police militaire, sont intervenues, en tirant de coups de feu en l'air pour empêcher une confrontation violente entre la communauté estudiantine de l'ISPT et la communauté scolaire de l'ITI. Ce conflit entre l'ISPT et l'ITI n'a que trop duré, se plaint le commandant du commissariat urbain de la police de Gombe qui gère ce secteur. Il exhorte les autorités de tutelle à trouver une solution rapide avant que le pire n'arrive.

**Origines du conflit.** Ces deux établissements d'enseignement publics fonctionnent sur des sites contigus. Créée en 1952, l'ITI était le premier à jouir de ce site avec tous ces bâtiments. Plusieurs années plus tard, l'ISPT fut créé, l'Etat lui a cédé une partie du site avec quelques bâtiments. Mais depuis quelques années, l'ITI accuse l'ISPT d'empiéter sur son terrain en y construisant de nouveaux bâtiments. Et depuis peu, c'est la résidence des enseignants de l'ITI qui serait convoitée par les étudiants, rapportent certaines sources proches du dossier. Après les incidents de ce lundi, une réunion s'est tenue au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique sur ce dossier.

**Kinshasa : l'Asadho exige la libération du journaliste Stanis Bujakera.** Pour le coordonnateur de l'Association africaine des droits de l'homme « l'institution ou la personne qui se plaint, n'a pas usé de son droit à la réponse comme cela est prescrit par la loi sur la liberté de la presse en RDC. Nous avons constaté que la justice exige à M. Stanis Bujakera de donner ses sources d'informations. Or la même loi interdit au journaliste de divulguer ses sources d'information. Donc, c'est une demande qui n'est pas conforme à la loi sur la liberté de la presse », a-t-il expliqué. Stanis Bujakera est accusé par la justice des infractions présumées de faux en écriture, falsification des sceaux de l'Etat, propagation de faux bruits et transmission de messages erronés et contraires à la loi, en rapport avec le meurtre du député Chérubin Okende.

**Kinshasa : plaidoyer pour les travaux de curage des rivières en ce début de la saison pluvieuse.** Les habitants des quartiers proches des rivières ont recommandé, aux autorités urbaines de Kinshasa de les curer, en ce début de la saison des pluies. Parmi eux, ceux du quartier Mososo, commune de Limete, à Kinshasa qui plaident pour le début des travaux de curage de la rivière Kalamu. Les immondices s'entassent çà et là dans les caniveaux et les eaux les amènent à la rivière Kalamu. L'agent à la Division urbaine de l'environnement, exprime son inquiétude : « l'inondation est forte ici. L'eau entre dans les bureaux et les dossiers s'abiment. Lorsque la pluie persiste nous sommes dans l'impossibilité de travailler ».

**Tanganyika : AFEMDCP s'inquiète de la présence accrue des enfants dans des carrières minières à Nyunzu.** La coordonnatrice nationale de l'Association des femmes pour le développement communautaire (AFEMDCO) a insisté pour que ces enfants quittent ces carrières pour aller à l'école. Depuis l'année scolaire 2020-2021, cette ONG a fait sortir 500 enfants des carrières minières dans la province du Tanganyika.

**Kinshasa : ouverture de l'atelier sur le projet de sécurité alimentaire « PRODAN ».** Financé à hauteur de 400 millions USD, le Programme d'appui au développement agro-industriel de Ngandajika « PRODAN » se propose de développer les infrastructures à Ngandajika (Lomami) et y mettre en place un cadre favorable à l'investissement du secteur privé agro-industriel. Ce projet entend inonder les marchés du pays des produits viviers. A travers ce programme, la BAD et le gouvernement congolais s'engagent à accompagner la mise en œuvre de politique et stratégie nationale de développement des parcs agro-industriels dans 22 provinces de la RDC. Cela en vue de stimuler la croissance annuelle du secteur agricole de plus de 6%, facteur indispensable pour réduire la pauvreté.

**Mardi 3 octobre.**

**Uvira : 40 femmes candidates formées sur la conduite de la campagne électorale.** A l'initiative de l'ONG Genre actif pour le développement (GAD), cette formation a été organisée dans le cadre de la Coalition des femmes défenseurs des droits humains (CFDDH). Les femmes candidates ont été outillées sur la façon de parler en public avec un message porteur pour mobiliser son électorat. Parmi ces femmes bénéficiaires de ce forum, l'on a enregistré des femmes politiques de l'Union sacrée, de l'opposition et de la société civile. Selon l'ONG GAD, Protection International et 11.11.11 sont deux ONG internationales ayant appuyé ce projet.

**Maniema : le gouverneur intérimaire demande aux groupes armés de Salamabila d'intégrer le processus de paix.** Il a lancé cet appel lors de la signature du cahier des charges entre la société Namoya Mining et la communauté locale de Salamabila, territoire de Kabambare, pour la relance des activités de la société Bandron, rachetée par Strategos Mining. « Nous avons besoin de la paix, nous avons besoin du développement. Il n'y a pas développement sans paix. C'est la raison pour laquelle j'adresse un message à nos frères jadis appelé Révendiquants : il n'y a plus de raison pour poursuivre avec ce mouvement ». Ces hommes armés sont accusés de commettre diverses exactions sur la population civile à Salamabila.

**Les Présidents congolais et zambien lancent les travaux de construction du pont Luapula pour relier leurs pays,** au poste-frontière de Chalwe. Cet ouvrage de 350 m devrait permettre de réduire de 300 km, en passant par la Zambie, le trajet qui sépare Dar es Salaam en Tanzanie et Lubumbashi en RDC. Ce projet route-pont Kasomemo-Kasenga Mwenda est un partenariat public-privé qui sera exécuté par le Groupe Européen de Développement. Le responsable de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT) a indiqué que par ce projet, ce sont 93 km de route qui seront construits.

**Bintou Keita réitère son appel pour des élections inclusives, transparentes et apaisées.** A cet effet, la Monusco va apporter, dans le cadre des élections de décembre 2023 un appui logistique à la Commission électorale nationale indépendante, dans les trois provinces où elle est encore déployée : Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu. La mission onusienne offrira aussi les bons offices, présentés comme un plaidoyer pour s'assurer que toutes les parties prenantes comprennent qu'il y a des principes pour des élections de qualité, a assuré Bintou Keita. Elle a aussi évoqué le travail que fait la Monusco en ce qui concerne la participation des femmes comme électrices, mais aussi d'accompagner les femmes à être mieux équipées pour tous ce qui concerne leurs candidatures. La cheffe de la Monusco a aussi évoqué le fait que la désinformation constitue un risque important pour les opérations de maintien de la paix des Nations unies. Si on la laisse se propager, cela non seulement nuit à la perception d'une mission et crée une confusion sur le rôle des Casques bleus, mais peut également mettre leur vie en danger.

**Ituri: les Fardc et la Monusco lancent des opérations conjointes de traque des miliciens réfractaires au processus de paix à Djugu.** Le porte-parole de l'armée en Ituri, confirme « vous devez savoir que les forces

armées de la RDC, en coalition avec la Monusco, dans le cadre de la mutualisation des forces sur le plan tactique et opérationnel, sont rangés pour de plus en plus protéger nos populations contre toutes velléités des groupes armés qui sont encore hostiles au processus de paix ».

**« Présidentielle 2023 : Dispersée, l'opposition balise la voie à Félix Tshisekedi ».** La liste des candidats à la présidentielle du 20 décembre 2023 s'allonge, avec l'annonce faite lundi par le gynécologue Mukwege. L'Union Sacrée de la Nation et bien d'autres formations politiques alliées à l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ont fait bloc autour d'un seul candidat à la magistrature suprême de décembre 2023 : Félix Antoine Tshisekedi. Face à lui, il va trouver une multitude de candidats de l'opposition, « en ordre dispersé ». L'opinion en compte désormais plus de dix : "Matata Ponyo, Constant Mutamba, Rex Kazadi, Radjabho Tebabho, Jo Sekimonyo Mutabazi, Franck Diongo, Adolphe Muzito, Martin Fayulu, Denis Mukwege... et peut-être Moïse Katumbi ». Dans ces conditions, estime le journal, « l'opposition balise la voie à Félix Tshisekedi pour briguer, sans trop de gymnastiques, un second mandat ». **Denis Mukwege dépose sa candidature à la Ceni**, ce 3 octobre à Kinshasa.

**Plus de 12 500 ménages des déplacés en situation humanitaire difficile à Mambasa.** Ces derniers, installés en dehors du site aménagé pour eux dans le territoire de Mambasa, vivent dans des conditions difficiles. Depuis le début de cette année, ils n'ont reçu aucune assistance humanitaire. Certains dorment dans des églises, d'autres dans des hangars abandonnés, exposés aux intempéries. Leur nombre ne cesse d'augmenter, à cause des violences perpétrées par des groupes armés dans leurs villages.

**Répression sanglante de Goma : le colonel Mike Mikombe condamné à mort.** Au terme d'un procès houleux, l'arrêt est tombé aux environs de 23 h dans l'affaire de la répression sanglante contre la manifestation des adeptes de la secte la foi naturelle judaïque messianique vers les nations. L'accusé principal, le colonel Mike Mikombe, est condamné à la peine de mort et destitué de l'armée. Par ailleurs, la cour a requalifié l'infraction de crime contre l'humanité par meurtre mise à sa charge en meurtre tout court. Les trois autres prévenus, dont Mbaya Mbaya Mwati et Daniel Amira, ont écopé d'une peine de dix ans de servitude pénale principale avec admission de circonstances atténuantes. Cependant, le lieutenant-colonel Donatien Bawili, poursuivi pour prévention de non-dénonciation de personnes justiciables aux juridictions militaires, est acquitté. La cour a aussi prononcé l'acquittement d'un des quatre soldats de 2e classe, Kabamba Idrassa, poursuivi avec ses compagnons d'armes pour l'infraction de participation criminelle au carnage de civils. Séance tenante, le conseil du condamné Mikombe a interjeté appel auprès de la Haute Cour militaire, contre cet « arrêt raté » de la cour militaire du Nord-Kivu.

**Mbuji-Mayi : un acompte de 1,5 million USD pour relancer un des 3 barrages de la MIBA.** « L'objectif c'est de relancer les 3 barrages de la Miba, dont le total de production, avec quelques aménagements, pourrait aller au-delà de 30 Mégawatts. Si on a 30 Mégawatts pour la Miba aujourd'hui, on ne règle pas seulement le problème pour la future production minière, mais aussi pour la population, pour l'économie de la province », a annoncé le ministre des Finances.

**Goma : la police présente 26 présumés criminels dont ceux soupçonnés du meurtre d'un officier de la PNC.** Ils sont soupçonnés notamment des : kidnappings, cambriolages et détention illégale d'armes. L'officier de la police précise que certains de ces présumés criminels font louer des armes à feu à 40 000 FC (16USD) par nuit. Le 22 septembre, un capitaine de la police avait été lynché au quartier Majengo, par une foule de jeunes qui manifestaient contre la mort d'un des leurs la veille dans le village voisin de Buhene, au territoire de Nyiragongo. Ces présumés meurtriers font partie de ceux qui ont été présentés lundi à la presse.

**Ituri : Khassim Diagne et le général Jhonny Luboya discutent des mécanismes de mise en œuvre du retrait accéléré de la Monusco.** Le numéro 2 de la Monusco a rappelé que le processus de retrait progressif de la mission était déjà en cours. Il se fera de manière accélérée, mais pas dans la précipitation, comme l'a d'ailleurs souligné le ministre congolais des Affaires étrangères au conseil de sécurité de l'ONU, le 28 septembre dernier à New York. A cette occasion, ce haut fonctionnaire onusien a tenu à saluer la collaboration entre les Fardc et casques bleus de la Monusco, qui assurent la sécurisation des civils affectés par les conflits armés en Ituri. Il a rassuré sur l'engagement de la Monusco à stabiliser cette partie du pays.

**Masisi : calme précaire ponctué d'accrochages entre groupes armés locaux et M23.** Des accrochages ont été enregistrés ce matin dans les pâturages aux alentours de Kilolirwe, notamment à Nturo. La situation reste incertaine dans cette région du Masisi sous occupation des groupes armés locaux, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, après des affrontements avec les rebelles du M23, encore présents sur les collines et le long de l'axe Kitshanga.

**Tshilenge : au moins 250 policiers en formation sur la police de proximité à Tshipuka.** D'après l'assistant au projet Gouvernance et sécurité à l'Organisation internationale des migrations (OIM), l'école de Tshipuka accueille ainsi la 5e promotion de formation en police de proximité. Cette session de base va durer 6 mois dont 5 mois d'internat et un mois de stage. Ensuite, ces policiers seront déployés dans la commune de la Kanshi à Mbuji Mayi.

**Djugu : un notable appelle à l'accélération de la mise en œuvre du PDDRCS.** Le président de la communauté Lendu du secteur de Djatsi, estime que l'effectivité du PDDRCS va favoriser le développement social et économique dans le territoire de Djugu et dissuader les miliciens. Il a regretté que de nombreux miliciens aient repris les armes après avoir attendu en vain la mise en œuvre du PDDRCS à Djugu. Ces miliciens ont mené, cette semaine, quatre attaques contre les Fardc sur la RN 27, où ils tendent des embuscades aux usagers de cette route.

**Les victimes de guerres de Kisangani continuent de réclamer le paiement de leur indemnisation.** Cela fait au moins deux ans que les victimes de ces guerres attendent de percevoir leur indemnisation, "deux ans depuis que l'Ouganda a versé l'argent de l'indemnisation de ses activités ici dans notre pays, 65 millions USD » Cet argent devrait permettre aux victimes de résoudre leurs problèmes, surtout ceux d'ordre humanitaire et des soins de santé. Une dizaine de victimes de guerres de Kisangani est malade et 3 autres sont décédés en septembre dernier, faute de soins appropriés.

**Bukavu : des acteurs locaux encouragés à jouer le premier rôle dans la réponse humanitaire.** Des participants au symposium national sur la localisation en RDC, organisé du 2 au 3 octobre à Bukavu, ont encouragé des acteurs locaux à jouer le premier rôle dans la réponse humanitaire en RDC. « Nous avons pensé qu'en RDC les acteurs humanitaires nationaux et locaux ont acquis beaucoup d'expériences pour pouvoir jouer le rôle de première ligne pour des réponses humanitaires. Il fallait en fait qu'on organise ces assises pour discuter de meilleurs moyens pour faire en sorte que l'aide soit apportée plus par les acteurs locaux et que les acteurs locaux jouent le premier rôle ». Ces conférenciers ont également voulu impliquer des organisations féminines dans la réponse humanitaire.

**Kinshasa accueille une conférence internationale pour appuyer la mise en œuvre du PLDC.** Le coordonnateur national du Fonds Social de la RDC, a expliqué le sens de ce forum : « Nous sommes en train de préparer une conférence internationale les 16 et 17 octobre. Il y a des livrables qui vont être présentés et devraient être validés. Le premier est un modèle d'entreprenariat en agrobusiness et le deuxième est un canevas type du plan local de développement communautaire que les ETDs doivent utiliser pour accompagner le développement leurs entités de base ». Il a indiqué que ces livrables constituent l'aspiration des communautés de base, consultées entre janvier 2020 et décembre 2022.

#### **Mercredi 4 octobre.**

**Kasumbalesa : le chef de l'Etat appelle les jeunes « à ne pas tomber dans le piège de la division ».** Il a lancé cet appel à la suite de l'inauguration de nouveaux bâtiments de la Direction générale des douanes et accises (DGDA), construits à la frontière avec la Zambie. A cette occasion, le président de la République a fustigé les divisions basées sur le tribalisme, les tendances politiques ou la religion. « Nous sommes fils et filles d'une même mère et d'un même père (la RDC). L'objectif de l'ennemi et de nous diviser pour bien nous infiltrer. Quoi qu'il en coûte, le Congo est et restera pour les Congolais ». Félix Tshisekedi a appelé les jeunes de ce coin du pays à rester unis même dans la diversité et à la vigilance pour démasquer l'ennemi. Il s'est rendu ensuite à la cité de Sakania pour inaugurer le port sec de Lukangaba situé à la frontière avec la Zambie.

**Sud-Kivu : l'armée appelle au calme après des incidents sécuritaires à Minembwe.** Lundi, les activités socio- économiques ont été suspendues à Minembwe-centre, lorsque des tirs à la bombe et à la mitraillette ont retenti depuis le village Ilundu, dans le secteur d'Itombwe voisin. Ces tirs ont plongé la population de Minembwe dans la panique totale. Certains petits commerçants ont commencé, le jour même, à quitter les lieux pour se retrancher vers Kiziba. Certains acteurs humanitaires se sont réfugiés à la base de la Monusco. A la base de ces tirs, des militaires en colère après avoir appris le meurtre de deux de leurs compagnons par des miliciens Twirwaneho. Ces soldats avaient été tués samedi lors de l'attaque de leur position par ces miliciens au niveau du pont Lwiko.

Ce qui a provoqué la psychose au sein de la communauté civile.

**Verdict dans l'affaire du carnage de Goma : la société civile partagée entre satisfaction et sentiment d'inachevé.** « La société civile n'est pas totalement satisfaite parce que, dans cette opération, il y avait par

exemple des agents de l'ANR qui ont planifié cette opération. Il y avait aussi des agents de la 34<sup>ème</sup> région militaire qui ont été dans la planification des opérations parce que l'opération se trouvait dans leur région militaire. La mairie aussi. Et par-dessus tout, le commandant des opérations en province qui est le gouverneur, Constat Ndima. Mais malheureusement toutes ces personnes ne sont pas inquiétées ». Elle demande par ailleurs la libération des civils encore détenus depuis cette tragédie. Elle sollicite aussi l'indemnisation des victimes. Le Consortium des organisations de défense des droits de l'homme de la RDC a sollicité **l'implication de la Cour pénale internationale (CPI)** pour l'ouverture des enquêtes afin que « les présumés commanditaires et les vrais auteurs présumés » de cette tuerie ne puissent pas échapper à la justice. « Les gros poissons dans ce dossier, ont été épargnés. Seule, la CPI peut s'en occuper et contribuer ainsi à la cessation des massacres et autres tueries en RDC ».

**Djugu : plusieurs miliciens de la Codeco tués lors d'une offensive conjointe Fardc-Monusco**, lancée à Masikini dans le secteur de Walendu-Djatsi. Les deux forces ont également réussi à déloger ces rebelles de cette entité considérée comme l'un de leurs bastions. Le bilan fait état de plusieurs miliciens tués et onze autres grièvement blessés. Du côté de l'armée, un militaire est tombé sur le champ de bataille et deux autres blessés.

**Bunia : près de 50 jeunes participent à un conclave sur la paix**, et la cohabitation pacifique, gage du développement de la province. Cette activité a été organisée par le parlement des jeunes avec l'appui des autorités locales. Le but est de stimuler la conscience des jeunes, surtout avant, pendant et après les élections de décembre prochain, afin que ce processus se déroule de manière pacifique.

**Meurtre de Cherubin Okende : son chauffeur relaxé après près de 3 mois de détention**. Selon le parquet, la cause pour laquelle ce chauffeur a été arrêté ne tient plus à ce jour, mais il reste sous surveillance de la justice. Quant au garde du corps de l'ancien ministre, lui aussi arrêté, la justice prolonge encore sa détention de 15 jours.

**7 208 personnes vaccinées contre Ebola dans la division provinciale de santé du Nord-Kivu 2**. « C'était pour renforcer l'immunité des professionnels de santé de première ligne, à part la vaccination qu'ils ont reçue lors de la dixième épidémie. Il a fallu qu'ils soient renforcés en immunité en recevant la deuxième dose. Par rapport à la cible attendue dans les sept zones de santé dont Butembo, Katwa, Kalunguta, Beni, Musyenene, Vuhovi et de Mabalako, nous attendions 12.000 personnes vaccinées », expliqué le chargé de communication de la Division provinciale de santé du Nord Kivu 2. Selon lui, les rumeurs autour du vaccin et l'absence de communication ont été les principaux obstacles pendant cette campagne de vaccination.

**Beni : l'internat Mgr Bellissima fermé depuis neuf ans à la suite de l'insécurité**. L'internat Mgr Bellissima de Paidia, établissement d'enseignement scolaire créé par les petites sœurs de la présentation du diocèse catholique de Butembo-Beni, situé à plus ou moins 5 km du centre de Beni est envahi par une grande forêt. Les fenêtres de certains dortoirs ont été cassées par des inconnus, les murs de chambres sont envahis par les termites. Pourtant, avant sa fermeture il y a neuf ans pour cause d'insécurité, cet internat hébergeait de nombreuses filles qui venaient des différentes villes du pays. L'internat Mgr Bellissima de Paidia dispose de 20 dortoirs.

**La candidature de Moïse Katumbi à la présidentielle déposée**, ce 4 octobre au Bureau de réception et de traitement de candidature de la Ceni par l'équipe qu'il a mandatée. Cette candidature intervient dans un contexte dramatique, dû notamment à l'assassinat du député Chérubin Okende, au carnage de Goma ainsi qu'aux arrestations des opposants politiques et journalistes. Cette candidature « est une réponse à la sollicitation du peuple ». **Le pasteur Abraham Ngalasi dépose sa candidature à la présidentielle de 2023**. Responsable de l'église la Louange, a affirmé : « C'est Dieu qui nous mandaté de venir déposer notre candidature. C'est le temps de Dieu. Nous n'avons aucune prétention et nous avons obéi à la voix de Dieu ». **Présidentielle : après le dépôt de sa candidature, Martin Fayulu insiste sur la mise en place d'un cadre de concertation entre parties prenantes**. Il a estimé que ce cadre permettra à l'organisateur des élections et aux candidats de définir et comprendre les règles de jeu. « Le fichier électoral n'est pas connu. Dans l'opération de remise de duplicatas, on continue d'enrôler les gens et sur 10 personnes qui sont allées, 6 n'ont pas retrouvé leurs noms dans le serveur de la CENI. Il y a un problème sérieux de crédibilité ».

**Nord-Kivu : pour reconquérir les parties occupées, Peter Cirimwami appelle à l'appui de la population**. Le gouverneur ai, a dit, le 3 octobre « accompagner l'armée c'est le devoir de tout citoyen. Nous avons ce devoir d'être ensemble pour récupérer la partie du territoire sous occupation ». Des jeunes ont recommandé à l'autorité provinciale de déployer des soldats dans les entités abandonnés aux rebelles. D'après eux ces coins sont contrôlés par des miliciens Wazalendo qui commettent diverses exactions contre la population dont des barrières illégales.

**Sud-Kivu : afflux de populations de Minembwe vers Mikenge à la suite des combats Fardc-Twigwaneho.** Selon le secrétaire de la société civile de Mikenge, ces déplacés sont constitués en majorité des hommes et des jeunes. Tandis que plus de 74 ménages, principalement des femmes et enfants, sont encore hébergés dans le village Kalingi, à environ 16 km au Sud-Ouest de Mikenge. Les représentants des communautés locales, les Fardc, la police et la Monusco ont encouragé l'enregistrement de nouveaux déplacés internes au fur et en mesure qu'ils arrivent au camp de déplacés. Pour sa part, le commandant militaire dans les Hauts-plateaux, a appelé les groupes armés à déposer les armes et s'inscrire dans le processus de paix.

**Nord-Kivu : violents combats ce mercredi entre M23 et groupes armés locaux à Masisi.** Ces attaques simultanées ont été lancées tôt le matin depuis la colline stratégique de Ndalingi à Burungu centre ainsi que depuis Mihanga à Nyamitaba. Ce sont des groupes armés locaux qui ont attaqué les rebelles du M23 et ont réussi à couper l'axe routier au niveau de Rushebeshe qu'ils contrôlaient jusque ce mercredi. Dans la journée, ces combats continuaient à s'intensifier vers Nturo où la situation est encore confuse. Des milliers de personnes sont actuellement en fuite, notamment les habitants de Kabalekasha, Burungu et Nyakabingu qui ont pris la direction de Kitshanga. La population de Nyamitaba s'est dirigée vers les collines et à Masisi centre.

**Des commerçants victimes des coupeurs de route sur l'axe Lubao-Kongolo.** D'après plusieurs victimes, ces inciviques tendent leurs embuscades vers le soir et à des endroits où se trouvent les ponts des rivières. Le tronçon Lubao-Kongolo a une importance capitale parce qu'il facilite les échanges commerciaux entre les opérateurs économiques des provinces de Lomami et Tanganyika. Ceux de Lubao achètent à Kongolo les soudes caustiques et les produits manufacturés en provenance de la Tanzanie.

**Kwilu : 120 décès en 7 mois à la suite de la rougeole.** Cette province a recensé au moins 6 500 cas de rougeole pendant la même période. Selon le médecin coordonnateur provincial du Programme élargi de vaccination (PEV) du Kwilu, au moins 16 zones de santé sur les 24 sont touchées et la grève des infirmiers constitue un grand blocage pour les activités de riposte prévues contre cette maladie, notamment la campagne de vaccination ainsi que la prise en charge des malades. Il plaide auprès des grévistes pour la suspension momentanée de cette grève afin de vacciner les enfants.

**Elections 2023 : au moins 489 machines à voter réceptionnées à Kindu et plus de 400 batteries à lithium.** «Les machines abîmées ont été écartées, la différence pour la province c'est ces 489 machines qui viennent compléter celles qui existent déjà sur terrain », a ajouté le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Mainema.

**Fortes chaleurs à Kinshasa : les habitants appelés à s'hydrater régulièrement.** Selon chef de division du centre météorologique national de la Mettelsat « c'est une chaleur normale qui est en train de s'accumuler dans l'atmosphère pour préparer la vraie saison de pluie ». Les températures varient entre 24 et 33 degrés ces derniers jours, d'après les différents bulletins de la Mettelsat. Mais celles ressenties se situent entre 33 et 37 degrés, selon d'autres sources consultées. Pour le directeur de l'hôpital pédiatrique de Kalembelembe « il faut beaucoup s'hydrater. Se laver, et si on ne peut pas se laver, on peut mouiller un linge et se le passer sur le corps. Favoriser des vêtements clairs larges, en coton et de préférence rester à l'ombre surtout les enfants et les personnes âgées ».

L'Assemblée nationale adopte la loi sur l'aménagement du territoire. D'après le président de la Commission aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, ce projet de loi va désormais empêcher des constructions anarchiques dans les aires protégées, les espaces industriels mais aussi des sites érosifs ou marécageux. L'examen de ce projet de loi avait été suspendu à la suite de la saisine de la Cour constitutionnelle, par une motion incidentielle du député François Nzekuye qui évoquait le manque d'un soubassement constitutionnel de cette loi. La Cour constitutionnelle a donc rendu son verdict confirmant le soubassement de ce texte à l'article 203 alinéa 16 de la Constitution qui stipule ce qui suit : « Sans préjudice des autres dispositions de la présente Constitution, les matières suivantes sont de la compétence concurrente du pouvoir central et des provinces : les droits fonciers et miniers, l'aménagement du territoire, le régime des eaux et forêts ».

**Jedi 5 octobre.**

**Félix Tshisekedi salue le développement des infrastructures à Kolwezi.** Le Président est arrivé, le 4 octobre, avec son épouse, à Kolwezi. Pour lui ce développement des infrastructures prouve que le développement de la ville s'effectue avec les richesses locales. Il a ainsi émis le vœu de voir les habitants de Lualaba, considéré comme la capitale mondiale du cobalt, bénéficier de retombées de l'exploitation minière. Le chef de l'Etat a rapporté que le temps où les investisseurs venaient exploiter les minerais et emportaient tout, est révolu. «

Désormais, il est question d'un partenariat gagnant-gagnant ». Il a, en outre, souhaité voir les minerais produits localement être transformés sur place pour leur donner une valeur ajoutée pour le bien de la population locale.

**Désignation des chefs de secteurs : le ministre de la Décentralisation accusé de faux en écriture.** Selon le député provincial Alexis Bahunga « le ministre de la Décentralisation et réforme institutionnelle a commis un faux en écriture en désignant à la tête du secteur de Katoy, un certain Bigembe comme chef de secteur et Mwami, alors que ce dernier ne fait aucunement partie de la lignée coutumière du territoire de Masisi » En outre, il décrit aussi la désignation d'une personne décédée il y a de cela plus de quatre mois comme chef de secteur de Osso. Ce même arrêté ministériel a provoqué une pluie de protestations à Goma, car il est en contradiction avec certains points de l'arrêté du ministre de l'Intérieur et décentralisation, toujours au sujet de la nomination des chefs de secteurs en RDC.

**Reprise des affrontements entre groupes armés locaux et M23 à Masisi.** Des attaques ont été lancées de nouveau très tôt ce jeudi dans la région de Nturo-Kilolirwe et Ruvunda, groupement Bashali Kahembe. Déjà, mercredi, des affrontements rudes ont eu lieu dans la soirée vers Kibarizo, Kirumbu et Busumba, après que les rebelles du M23 ont reçu du renfort en provenance de Bwiza, affirment plusieurs sources. La cité de Kitshanga reste calme ce jeudi dans la matinée, précisent les mêmes sources.

**Maniema: un député alerte sur l'occupation dite minier de Bolwe par des militaires.** Des militaires en provenance du territoire de Walikale au Nord-Kivu s'installent sur le site de la coopérative minière de Bolwe, chassant ainsi les exploitants artisanaux. "Ils pillent les minerais de Punia", a dénoncé le 4 octobre le député provincial Kalukula Lutaka, appelant à une intervention urgente des autorités compétentes. La présence de ces militaires crée "la Psychose et la panique" au sein de la population locale.

**Ituri : arrestation de 7 leaders miliciens après leur reddition.** C'est depuis dimanche que ces responsables du Mouvement nationaliste lumumbiste ont été invités à Makumo, une entité située à une douzaine de km de Biakato. Convoqués par les services de renseignements militaires, ils ont été entendus puis aussitôt mis aux arrêts, affirme John Vuleverio, défenseur des droits humains. Et pourtant, ce groupe armé a adhéré depuis plusieurs mois au processus de paix. Il demande aux autorités militaires de se pencher sur cette question pour que la chefferie de Babila Babombi ne retombe plus dans la violence. Aux dernières nouvelles, certains parmi ces miliciens qui étaient pré-cantonnés à Kasoko commencent à regagner leurs bastions dans la forêt, indique la même source.

**Ituri : une quinzaine de barrières illégales recensées sur l'axe Bunia-Kasenyi.** Selon les conducteurs des taxis-moto juste en traversant le bureau de la Direction générale des recettes de la province au quartier Delé pour emprunter l'axe Mbogu Kotoni jusqu' à Bogoro, au moins huit barrières sont installées par des Fardc. A chaque poste de contrôle, une somme de 500 à 1000 FC est exigée à tout conducteur de taxi-moto avant le passage. Situation similaire également sur la colline surplombant les vallées de Kasenyi, Manje, Nyamavi, jusqu'à l'entrée du centre de Kasenyi. Selon les conducteurs de taxi moto, ces rackets affectent leurs revenus déjà maigres.

**Sud-Kivu : lancement du projet « Kahuzi Biega, parc national de paix » à Kabare,** par le coordonnateur humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis. « Kahuzi Biega, parc national de paix » est également un projet qui vient créer un environnement propice à la paix durable et préserver la biodiversité et le développement économique. Il se propose en outre de lutter contre le changement climatique, tout en intégrant les aspects spécifiques, liés aux droits de l'homme et plus particulièrement aux peuples autochtones. Ce projet favorise la création d'environ 509 nouveaux emplois, la protection des forêts et la réduction des conflits locaux. Pendant 36 mois, le projet « Kahuzi Biega, parc national de paix » bénéficie d'un financement de 3 millions USD, fonds pour la consolidation de la paix du Secrétariat général de l'ONU.

**Développement de 145 territoires : 5 écoles construites et équipées en 9 mois à l'Equateur.** Alors que 55 écoles, 38 centres de santé et 7 bâtiments administratifs sont prévus dans le cadre de la première phase de ce programme du gouvernement à l'Equateur. Cette évaluation a suscité le sentiment d'inquiétude et des doutes parmi les participants à ce forum au regard des échéances électorales de décembre prochain. Selon des sources concordantes, les pluies, les difficultés d'accès aux sites et à l'absence de banques ont retardé le début de ces travaux dans certains coins de l'Equateur. Le point focal de la CLEF/Equateur, Albert Shango a également assuré que dans deux mois, tous ces ouvrages seront finis, équipés et réceptionnés par leurs bénéficiaires.

**Beni : une vingtaine de leaders communautaires formés sur la lutte contre la désinformation** et la détection précoce des risques de conflits. A l'initiative du consortium Pamoja, cette session s'est inscrite dans le cadre du

projet « Tujenge » (Traduisez en français : construire). Cette formation a été motivée par les dégâts que cause la désinformation dans la commune de Mulekera, l'une des communes les plus chaudes de la ville de Beni.

**Kwilu : l'arrêt des travaux de réhabilitation de l'axe PK 622- Kakobola.** La société civile, regrette que la société Afritec n'ait réhabilité que 2 km de route sur les 70 prévus pour une durée de 6 mois. « Maintenant que la saison de pluie vient de commencer, nous demandons à l'Office des routes d'attribuer ce marché à une autre entreprise, pour que vraiment Gungu soit sauvé, nous sommes totalement enclavés ». Ce tronçon d'intérêt capital pour les échanges commerciaux entre Kikwit et Kahemba, est dans un état de dégradation avancé.

**Vendredi 6 octobre.**

**Lualaba : Félix Tshisekedi clôture la VIIe édition de « Expo Béton » à Kolwezi.** Pendant près d'une semaine, les participants à ce forum, venus de plusieurs coins du pays et d'ailleurs, ont réfléchi sur les opportunités du développement urbain et des infrastructures liées au transport multi modal, à l'habitat, à l'approvisionnement en énergie et autres. A l'issue des travaux, des scientifiques, chercheurs, étudiants et autres ont recommandé au gouvernement de promouvoir, au niveau local, la fabrication des matériaux de construction tels que le ciment, le carrelage, les tôles et autres. Ces participants ont plaidé pour que l'Etat puisse décourager les constructions précaires des compounds du personnel minier au tour des mines mais d'orienter cet habitat vers des promoteurs immobiliers des nouveaux quartiers ouverts aux extensions des villes. Ils ont également proposé que des études administratives et techniques ainsi que juridiques soient menées afin de délimiter les droits miniers qui englobent et privent les populations et l'Etat de leurs zones urbaines ainsi que de leurs propriétés.

**Présidentielle 2023 : Marie-Josée Ifoku, première candidature féminine enregistrée par la Ceni.** Selon Marie-Josée Ifoku, présidente de l'Alliance des élites pour un nouveau Congo, (AENC) il s'agit d'une candidature de la rupture avec « le système de prédation par la "kombolisation" (venant du mot lingala kombo qui signifie balaie), pour la renaissance de la RDC ». Elle explique par « kombolisation », la volonté de balayer les antivaleurs.

La candidate Ifoku croit au processus électoral en cours et espère que la Commission électorale nationale indépendante va organiser « des véritables élections ». **Candidat président de la République, Georges Buse Falay appelle le Congolais à la « reprise de contrôle de soi-même ».** Cet ancien directeur de cabinet de feu président Laurent-Désiré Kabila a indiqué à la presse qu'il est temps que le peuple congolais à travers cette élection fasse le choix de « reprise de contrôle de soi-même ». Jusqu'au 5 octobre à la fermeture du Bureau de réception et traitement des candidatures, la Ceni comptait 13 dossiers de candidature à la présidentielle de 2023. **Présidentielle 2023: Noël Tshiani Muadiamvita fait acte de candidature.** Ce candidat indépendant dit vouloir mettre à profit son expérience d'économiste et de banquier pour développer la RDC.

**Sud-Kivu : près de 1,7 millions de personnes déplacées internes nécessitent une aide humanitaire d'urgence (Bruno Lemarquis).** Ces personnes déplacées ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence, affirme le coordonnateur humanitaire en RDC « au Sud-Kivu il y a des besoins humanitaires qui sont liés aux catastrophes et on a en tête la catastrophe de Kalehe avec plus de 500 victimes et de milliers de disparus. Donc les acteurs humanitaires font tout ce qu'ils peuvent pour apporter cette aide et il y a un certain nombre d'obstacles, de défis auxquels ils font face chaque jour, des problèmes d'accès, mais aussi la question du financement humanitaire pour la RDC où les besoins sont immenses. Pour 2023, nous visions apporter une assistance humanitaire à dix millions de personnes, ce qui demandait d'énormes ressources ». Il regrette que « régulièrement la crise humanitaire en RDC est sous financée, c'est de nouveau le cas cette année ». L'action humanitaire cette année n'a reçu qu'à peu près 30% du financement attendu alors qu'on est bientôt à la fin de l'année.

**Kisangani : le magistrat Pandatimu condamné à 12 ans de servitude pénale principale pour maltraitance sur son ex-épouse.** Outre les 12 ans de servitude pénale principale, le Professeur Jean Claude Pandatimu est astreint également au paiement de 10 000 USD de dommage et intérêt à la victime. Deux policiers qui, sur ordre de ce magistrat, avaient ligoté l'ex-épouse de ce dernier, sont condamnés à 8 ans de prison chacun pour violations de consignes. Tandis que leur chef hiérarchique, un commissaire supérieur adjoint est, lui, condamné pour dix ans. Chacun de ces membres de forces de l'ordre est soumis au paiement de 500.000 FC.

**Nord-Kivu : les combats M23-Wazalendo provoquent l'arrêt du trafic entre Goma et le Grand-Nord.** Ces combats ont pour conséquence l'arrêt du trafic routier sur ce seul axe de connexion entre la ville de Goma et le Grand-Nord de la province. Ce vendredi matin, un convoi d'une dizaine de camions appartenant à des commerçants en provenance du Grand-Nord, resté bloqué au niveau de Kilolirwe depuis mardi, a pu être convoyé par des soldats de l'EAC jusqu'à Sake avant de poursuivre son voyage vers Goma. Des camions en

route vers Goma sont bloqués entre Kitshanga et Mwesso, alors que ceux en partance vers Butembo sont bloqués à Sake. Des familles d'éleveurs qui étaient basées à Kahe et à Kitshanga ont toutes quitté, jeudi, ces localités pour s'exiler vers Bwiza qui est sous occupation des rebelles M23.

**Nord-Kivu: des maisons de tolérance de Mangina sommées de libérer les jeunes filles qu'elles exploitent.** « A Mangina, les maisons de tolérance pullulent. Et celles qui sont dans ces maisons de tolérances sont des filles d'autrui, recrutées par-ci par-là. Ces responsables recrutent les filles d'autrui pour venir les exploiter sexuellement", affirme le bourgmestre de la commune rurale de Mangina. Il dit avoir été lui-même sur terrain, dans le cadre de l'opération « Nettoyer Mangina », et vu des choses incroyables : c'est pourquoi, il a donné deux semaines à tous les responsables de ces maisons de tolérance.

**La Directrice générale des PHC présente son prix « Excellence en leadership » à la presse.** Ce trophée lui a été décerné, depuis deux semaines, par Nigeria Higher Education Foundation (NHEF) à l'Hôtel Pierre de New York (USA). Monique Gieske, la Directrice générale de la société Plantations et Huileries du Congo (PHC), a expliqué avoir été honorée pour ses apports profonds au sein des PHC ayant produit, depuis 2021, des résultats spectaculaires. « Les plantations et Huileries du Congo comptent 9720 salariés qui ont des contrats directs avec l'entreprise qui n'a pas de journaliers. La deuxième fierté de cette entreprise se situe au niveau de la production. Depuis 2021, nous sommes en croissance constante d'année en année de 20%. En 2023, nous allons dépasser ce 20%. Depuis 2021, nous avons une croissance de 60% d'augmentation de production. Ce qui est remarquable, nous avons trois grandes usines qui produisent de l'huile. Nous sommes une entreprise qui produit notre électricité. Nous sommes autonomes du point de vue énergie dans les trois usines. Une autre fierté est que nous sommes dans les trois provinces : à Lokutu (Tshopo) à Boteka (Equateur) et à Yalingimba (Mongala) ». Dans ces sites, elle a déjà réhabilité 20 écoles et 4 hôpitaux de référence, 7 centres de santé et 18 dispensaires. Les PHC offrent des soins médicaux gratuits à ses employés et aux communautés locales, estimées à plus de 100 mille patients par an.

**Sud-Kivu : plus de 2500 dispositifs électoraux de vote réceptionnés par la Ceni.** Nous avons réceptionné, lundi et mardi, plus de 2500 machines à voter, au Sud-Kivu. Nous avons aussi réceptionné des kits bureautiques qui sont utilisés dans les bureaux de vote. Nous avons aussi les kits de formation juste pour la formation mais aussi, les kits de sensibilisation, » a expliqué le secrétaire exécutif provincial de la Ceni. Le déploiement de ce matériel de vote dans les antennes territoriales de la Ceni est prévu pour les jours qui viennent. La Ceni se démène, la Ceni se déploie pour que la date du 20 décembre soit une réalité. La Ceni doit se conformer à son calendrier ».

**Goma : le CREDDHO dénonce une campagne électorale précoce sur la ville.** Le centre de recherche sur l'environnement, la démocratie et les droits de l'homme, (CREDDHO) a constaté que des affiches des candidats aux élections sont postées çà et là dans les lieux publics, des calendriers de 2024 portant l'effigie des candidats et leaders de partis politiques mais aussi le portrait du chef de l'Etat sont actuellement distribués à la population. Ce qui, selon le CREDDHO, dénote une campagne électorale anticipée. La loi numéro 06\006 du 9 mars 2006 interdit toute campagne anticipée par les candidats aux différentes législatures. Cela est réprimé par l'article 80 de cette même loi, a expliqué le coordonnateur de CREDDHO. Il précise que cette campagne électorale précoce se déroule aussi sur les réseaux sociaux. « Nous demandons aux différentes autorités qui sont établies pour faire respecter cette loi en commençant par la Ceni et les cours et tribunaux de faire appliquer le respect de cette loi électorale, de chaque fois interpeller toutes ces personnes-là... », a-t-il martelé.

**Samedi 7 octobre.**

**Mai-Ndombe : 2 morts et 10 blessés après la pluie à Kwamouth.** 216 familles sinistrées ménages sont sans abris et passent la nuit à la belle étoile depuis plus de trois jours dans la cité de Kwamouth (Mai-Ndombe). Leurs maisons ont été endommagées après la dernière pluie torrentielle, qui s'est abattue sur cette entité. Cette pluie a aussi occasionné plusieurs autres énormes dégâts dont mort d'hommes et des blessés graves. Le député national Guy Musomo, plaide pour une assistance urgente du gouvernement en leur faveur. C'est dans la nuit de mardi à mercredi dernier que cette pluie torrentielle s'était abattue sur la cité de Kwamouth.

**Lualaba: Félix Tshisekedi inaugure la centrale hydroélectrique de Busanga,** le 6 octobre. Cette centrale est la plus moderne du pays. La gouverneure a plaidé pour que la société Cico-Cohydro puisse ajouter 23 Mégawatts au 1 Mégawatt accordé à la population du Lualaba pour que celle-ci puisse aussi bénéficier de cette centrale.

**Kinshasa : la détention du journaliste Stanis Bujakera « est totalement irrégulière » (Avocats).** « Il y a des irrégularités, dans la mesure où notre client Stanis Bujakera est toujours en détention, au-delà du délai de quinze

jours que le tribunal de paix avait accordé pour la prolongation de la détention préventive du parquet », a fait savoir l'un des avocats du journaliste. Selon lui, « à ce stade-ci, Stanis Bujakera n'est pas informé de la suite de l'instruction, de la suite de l'enquête. Il ne sait pas si l'enquête se poursuit ou si l'affaire a été transmise au niveau du tribunal et (...) Nous sommes en train de considérer à ce jour que la détention est totalement irrégulière ». Stanis Bujakera Tshiamala avait été arrêté vendredi 8 septembre le soir, alors qu'il se trouvait à l'aéroport de NDjili. Il est accusé par la justice des infractions présumées de faux en écriture, falsification des sceaux de l'Etat, propagation de faux bruits et transmission de messages erronés et contraires à la loi, en rapport avec le meurtre du député Chérubin Okende. **Un autre journaliste dans le collimateur des services de sécurité.** Le journaliste Peter Tiani a été empêché de se rendre à Lubumbashi à l'aéroport international de N'djili par la Direction générale de migration (DGM). Selon lui, ceux qui l'ont empêché lui ont fait savoir que cette interdiction de voyager viendrait de la hiérarchie ; sans préciser de quelle hiérarchie il s'agissait. Toutefois, il dit être libre malgré cet empêchement.

**Goma : le calme revient au quartier Mugunga après des échauffourées ayant fait 7 morts.** La tension est montée jeudi, dans ce quartier, l'un de plus peuplés au sud de la ville, lorsque la police a voulu installer les sinistrés de l'éruption volcanique de 2002 sur le site leur octroyé par les autorités provinciales dans ce quartier. C'est contre toute attente que les habitants vivant sur l'avenue Lushagala ont été surpris par l'opération de bornage et de mesurage de parcelles supposées leur appartenir par les services compétents dont la police. N'ayant pas bien digéré cette opération, craignant qu'elle n'aboutisse à son déguerpissement, la population en colère s'en est prise à la police. Il s'en est suivi un jet des pierres contre les forces de l'ordre. Se sentant sérieusement prise à partie par la population, la police a procédé à des tirs de sommation, affirme le chef de quartier. Pendant les échauffourées sept personnes ont trouvé la mort dont cinq civils et deux policiers parmi lesquels un major.

**Nord-Kivu : les Fardc accusent le M23 d'avoir bombardé leurs positions à Kibumba.** Le porte-parole du gouverneur du Nord-Kivu parle des positions avancées de l'armée qui ont été la cible de deux bombes du type «mortier » lancées par le M23. Le porte-parole du M23 a, dans un tweet vendredi, accusé, à son tour, le Gouvernement d'amplifier les attaques à l'arme lourde et les bombardements dans les zones que la rébellion avait remises aux forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Il affirme que « le M23 se défend ». Depuis quelques jours, des violents combats entre la coalition des groupes armés locaux dits « Wazalendo » et les rebelles du M23 sont signalés dans certaines zones du territoire de Masisi.

**L'Ouganda rejette les allégations de déplacement des bornes frontières au Nord-Kivu.** Le communiqué de l'ambassade de l'Ouganda en RDC rappelle le ferme attachement de la République d'Ouganda au principe de l'inviolabilité des frontières telles qu'héritées des puissances coloniales et souligne que la frontière internationale entre la République de l'Ouganda et la RDC est définie dans l'Accord du 03 février 1915 entre le Royaume Uni et le Royaume de Belgique relatif aux frontières en Afrique de l'Est. La population du groupement Busanza, au territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), sous occupation du M23, a alerté le 26 septembre dernier, sur l'annexion d'une partie de leur terre par l'armée ougandaise. La partie annexée se trouve dans le village Mungo.

**Bunia: des fonctionnaires dénoncent une extorsion dans le contrôle biométrique.** Depuis le 2 octobre, les agents et cadres de l'administration publique défilent au site érigé non loin de l'Institut supérieur Isige, munis de leurs dossiers complets, pour leur identification physique. Ceux ayant des pièces manquantes disent être obligés de payer des sommes variant entre 10, 20 voire 50 USD pour régulariser leur situation. Réagissant à ces accusations, le chef de division provinciale de la fonction publique, parle plutôt de contribution de plein gré de ces agents et fonctionnaires de l'Etat.

**Réhabilitation de la route Durba-Aru : Kibali Gold a fait sa part, au Gouvernement de poursuivre le projet, estime Cyrille Mutombo.** Le directeur pays de Kibali Gold, s'est ainsi exprimé pour répondre à la préoccupation de la communauté locale du Haut-Uele qui plaide pour l'asphaltage de cette route longue de 180 km. « Nous avons déjà joué notre partition avec la réhabilitation de ce tronçon en terre battue. Je vais dans le sens des populations locales, de voir cette route asphaltée. Mais le développement est une œuvre qui demande plusieurs acteurs. Et dans cette œuvre, chacun à sa partition à jouer. Nous rendons la tâche facile, à l'Etat qui a justement cette mission régaliennne de développer les infrastructures comme les routes ».

**Nord-Kivu : le M23 lance une offensive pour réoccuper la cité de Kitshanga.** Des escarmouches entre les Wazalendo et les rebelles du M23 ont été rapportées toute la journée de vendredi sur l'axe Kibumba au territoire de Nyiragongo. Selon plusieurs sources, la présence dissuasive de la force régionale a atténué la situation. Le M23 garderait toujours ses positions dans et autour de Kibumba, alors que les Wazalendo sont dans les environs. Pendant ces combats, deux obus sont tombés sur une position de l'armée, vers Buhumba. Le porte-parole des Fardc

a précisé que les Fardc ne sont pas encore impliquées dans cette reprise des combats sur les lignes des fronts. Toutefois, ajoute-t-il, « l'armée est déterminée à en découdre avec le M23 en cas de poursuite des provocations ».

**Beni : des centaines de jeunes sensibilisés sur la culture de la paix.** Le président de l'ONG Jeunes patriotiques pour la consolidation de la paix a expliqué, qu'à travers cette session de trois jours, il veut inciter ces jeunes à être des acteurs de la paix. Pour ce vendredi, 1<sup>ère</sup> journée de cette campagne, les élèves de l'Ecole primaire Mututulo ont été sensibilisés à la tolérance, à la réconciliation, au pardon et à la cohabitation pacifique. Il a ensuite invité ses amis à ne pas recourir à la violence lorsqu'il y a un problème pour bâtir un Congo meilleur.

**Présidentielle 2023 : candidat à sa propre succession, Félix Tshisekedi pour l'indépendance économique de la RDC.** « Mon combat continue et j'invite la population à m'accompagner de l'amener. Mon combat est pour notre indépendance économique. Je peux dire aujourd'hui que nous sommes sur la bonne voie », a rapporté Félix Tshisekedi. Il a résumé cette indépendance économique en trois mots : Renaissance, développement et crédibilité.

Pour lui, la situation sécuritaire fait partie de ses préoccupations car sans la paix, il n'y a pas de développement. Le 6 octobre, l'ancien gouverneur de l'Equateur, Tony-Cassius Bolamba avait également déposé sa candidature à la présidentielle de 2023. Il a promis d'engager le pays sur la voie de l'austérité, c'est-à-dire baisser les dépenses de l'Etat afin de financer les PME. « Je trouve inadmissible qu'un ministre puisse avoir 20 000 USD de salaire pendant que d'autres Congolais ont 100, 200 voire 300 USD de salaire le mois ». Il a rappelé avoir baissé son salaire de 15 000 à 5 000 USD et baissé le train de vie du gouvernement lorsqu'il fut gouverneur de l'Equateur.

**Maniema : prise des fonctions du nouveau chef de secteur de Basonge 2 Mweho.** Le nouveau chef de secteur a placé son mandat sous le signe de la contribution au développement du secteur de Basonge 2 Mweho. Il a en outre pris l'engagement de sensibiliser ses administrés sur le processus électoral en cours dans notre pays.

**Mbuji-Mayi : plus de 60 personnes formées sur l'agriculture numérique.** Pendant deux jours, ces participants ont pris plusieurs notions pour la gestion numérique de l'agriculture. Cet atelier a voulu amener ces personnes -étudiants de la faculté d'agronomie, des inspecteurs, des agronomes et les entrepreneurs- à promouvoir la transformation de l'agriculture africaine. D'après l'une des facilitatrices de cet atelier, l'utilisation des technologies numérique permet d'améliorer le rendement et lutter contre l'insécurité alimentaire. « Non seulement l'élève pourra mettre l'accent sur la pratique, mais il doit savoir combien il a produit, c'est la culture des chiffres qu'on inculque ». Des participants estiment que les notions apprises vont leur permettre de réduire les couts et les gaspillages dans les travaux champêtres.

#### **Dimanche 8 octobre.**

**Candidat président de la République, Nkema Lило promet de restaurer la sécurité en RDC.** Il a dévoilé les priorités de sa vision, après avoir déposé sa candidature au BRTC de la CENI, à Kinshasa. Hormis la sécurité, il se propose également de restaurer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue territoriale. Deux fois candidat malheureux à la députation nationale dans la province de la Tshuapa, il a décidé de se lancer dans la course présidentielle comme indépendant. Il est ancien conseiller spécial en matière de sécurité du Président Mobutu.

**Abdourahamane Ganda : « La santé mentale est un outil fondamental pour nous,** parce qu'en tant qu'acteurs de la paix, nous devons être en paix avec nous-mêmes avant de délivrer la paix aux autres », a déclaré le chef de bureau intérimaire de la Monusco/Beni-Lubero. La Journée internationale de la santé mentale sera célébrée le mardi prochain 10 octobre. Mais le comité du bien-être de la Monusco/Beni a organisé une marche de santé, le 7 octobre, pour faire en sorte que le personnel des Nations Unies travaillant à Beni, mais aussi les différentes structures de jeunes et femmes de cette ville bénéficient d'un état de bien-être mental qui leur permet d'affronter les sources de stress de la vie, de réaliser leur potentiel, de bien travailler et de contribuer à la vie de la communauté. Cette marche est partie du camp militaire du contingent kenyan. Civils et militaires ont avalé 7 km pour contribuer à la sensibilisation de la santé mentale, afin d'identifier les déterminants individuels, sociaux et structurels de la santé mentale, puis agir pour réduire les risques, accroître la résilience et créer des environnements propices à la santé mentale. « Il faut participer à ces genres d'activités, il faut prendre soin de sa santé mentale, il faut écouter son organisme. Car il nous alertera lorsque le corps n'est pas en forme. Et il ne faut pas avoir peur d'en parler. Il faut aller vers des collègues en qui on a confiance ou vers les professionnels de santé mentale. Il ne faut pas rester seul, il ne faut pas avoir peur », a recommandé Edwige Emilie Kouamen, psychologue à la MONUSCO à Beni. Pour les participants à cette activité, à part la fatigue, cette marche leur a permis de se détendre et de partager la joie avec des personnes de différentes organisations.

**Jean-Claude Katende sur l'affaire Salomon Idi : « Au lieu d'assister à un procès judiciaire, nous assistons à un procès politique ».** Les ONG ASADHO et Justicia Asbl dénoncent un « procès politique » dans l'affaire opposant le ministère public à l'opposant Salomon Idi Kalonda et exigent sa libération. La déclaration a été faite au cours d'une conférence de presse organisée le 7 octobre à Kinshasa. « Le premier élément c'est le fait qu'il a été arrêté pour détention illégale d'armes. Cette infraction a été écartée. Mais il n'a pas été libéré. Et quand vous compulez le dossier, vous vous rendez effectivement compte qu'un conseiller principal du Premier ministre a été mis aux trousseaux du M. Idi Kalonda, en lui envoyant régulièrement des messages et des photos auxquels il demandait qu'il fasse des commentaires », a argumenté Jean-Claude Katende.

**Bandundu : les déplacés de Kwamouth « n'ont ni accès aux soins de santé, ni nourriture »** Ces situations sont à la base des décès enregistrés parmi les déplacés, a affirmé Bienvenu Kasiama Nfutula, qui s'exprimait au nom des autres déplacés. Il dénonce aussi « la non-scolarisation des enfants pendant une année par manque des fournitures scolaires ». « Nous totalisons ici déjà 69 cas de décès de déplacés. Les gouvernements provinciaux du Kwilu et du Mai-Ndombe ainsi que le gouvernement central nous ont abandonnés à notre triste sort ». Ces déplacés qui ont fui les affrontements entre Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth, attendent le rétablissement de la paix et de l'autorité de l'Etat pour rejoindre leurs localités.

**Nord-Kivu : les Wazalendo reprennent le contrôle de Nturo et d'une partie de Kitshanga.** Mais la possibilité, pour les Wazalendo n'ayant pas une constante économie de munitions, de consolider leur présence dans ces entités, s'avère faible, aussi longtemps que les Fardc observent toujours le cessez-le-feu.

**La résurgence des affrontements entre groupes armés fait craindre une détérioration de la situation humanitaire.** Selon des sources humanitaires, plus de 51 000 nouvelles personnes ont été contraintes de fuir leurs maisons pour se mettre à l'abri des combats. Les personnes déplacées se concentrent vers Mweso, Kitshanga et d'autres localités du territoire de Masisi, ainsi que vers les localités de Bwiza et Bishusha dans le territoire de Rutshuru. Seule une organisation humanitaire dispose actuellement d'une capacité de réponse médicale à Kitshanga et Mweso dans le territoire de Masisi. Cependant, avec l'afflux de personnes déplacées et les risques de choléra, cette capacité risque d'être rapidement dépassée, prévient OCHA.

Le risque d'escalade des violences dans les territoires affectés, y compris dans les zones d'accueil des personnes déplacées, reste très élevé. À ce jour, OCHA parle de 2,4 millions de personnes qui sont déplacées dans la province du Nord-Kivu. Les acteurs humanitaires disent s'appêter à renforcer rapidement la réponse humanitaire dans ces zones dès que les conditions sécuritaires le permettront.

**Masisi : 15 morts à la suite de l'explosion d'un engin ramassé dans un champ, au village Kangitsi.** L'engin a été ramassé dans un champ par un cultivateur. Il l'a ramené à la maison. L'engin a explosé à la suite de mauvaises manipulations faisant ainsi de nombreuses victimes. La société civile plaide pour le déploiement des démineurs dans cette zone enclavée où opèrent plusieurs groupes armés locaux en l'absence de toute autorité de l'Etat.

**Mbuji-Mayi : arrivée de 300 tonnes de bitumes pour asphalter les routes urbaines.** Le 7 octobre, le convoi des camions transportant ces bitumes ont sillonné les artères de Mbuji-Mayi, avant d'être entreposés à Tshitenge.

**Maniema : de violents combats entre miliciens signalés à Nonda.** Depuis environ une semaine, il y a de violents combats à l'arme lourde et légère entre les partisans de deux factions de la milice Wazalendo Maï-Maï Malaika. "Ces combats se passent dans la chefferie de Benye Nonda dans le territoire de Kasango avec comme douloureuse conséquence le déplacement massif des populations des villages vers la brousse, des maisons incendiées perturbant ainsi le quotidien de ce peuple". Les déplacés sont ainsi contraints, d'abandonner leurs champs, leurs animaux domestiques et autres biens pour "trouver refuge dans la brousse. En effet, cette inadmissible situation paralyse toutes activités, y compris celles scolaires". Les notables de la chefferie de Benye Nonda, demandent l'implication rapide du chef de l'État pour que la paix soit rétablie dans la région.

**Présidentielle 2023: clôture de l'opération du dépôt des candidatures,** ce 8 octobre. 24 dossiers ont été effectivement réceptionnés. Parmi ces candidats il y a deux anciens Premiers ministres: Matata Ponyo et Adolphe Muzito. Il y a trois anciens gouverneurs de province : Tony Bolamba, Jean-Claude Baende et Moïse Katumbi. Présence féminine : Marie-Josée Ifoku, qui était candidate en 2018. Il y a d'autres qui retentent leur chance : Noel Tshiani, Seth Kikuni, Radjabho Tebabho Soborabo, Theodore Ngoy, Martin Mafulu. Les nouvelles figures dans cette joute présidentielle, il y a le docteur Denis Mukwege, Delly Sesanga, Franck Diongo, Constant Mutamba, Justin Mudekereza, Georges Buse Falay, Rex Kazadi, Pasteur Abraham Ngalasi,

Nkema Liloo Bokonzi Loli, Anzuluni, Patrice Mwamba et André Masalu. Enfin, le Président sortant Félix Tshisekedi. **La suite du processus.**

Du 9 octobre jusqu'au 13 octobre, est la période retenue pour le retrait ou substitution des dossiers des candidatures à l'élection présidentielle. Ces dossiers seront transmis au bureau de la Ceni du 15 au 24 octobre pour la délibération par l'assemblée plénière de la Ceni. Le 25 octobre, la Ceni va publier les listes provisoires des candidats présidents.

Les propriétaires des dossiers déclarés irrecevables seront notifiés par la Ceni du 26 au 28 octobre en cours.

**Présidentielle 2023 : la SYMOCEL salue les efforts d'objectivité et de neutralité de la Ceni** dans le contrôle de conformité à la loi des dossiers des candidatures à la présidentielle 2023 et espère qu'elle maintiendra ce cap dans l'optique de préserver la paix et la cohésion nationale tout le long de ce processus. Dans ses recommandations la Synergie des missions d'observation électorale (symocel) demande notamment à la Cour constitutionnelle de garantir au moment du contentieux des candidatures, le respect du principe d'égalité et de liberté de concourir à l'expression du suffrage universel pour les prétendants à la magistrature suprême. Le communiqué demande aux parquets ainsi qu'aux cours et tribunaux, de poursuivre et de juger dans le strict respect des lois tout individu ou groupe d'individus responsable d'incitation à la haine tribale et/ou violences afin de servir d'exemple.

### **Lundi 9 octobre.**

**Une pétition pour que le Nord-Kivu et l'Ituri soient déclarées zones sinistrées.** En clair, la démarche du député provincial Bayengo Mufunza consiste à solliciter des allègements fiscaux en faveur de ces deux provinces, en proie aux violences armées. Il a expliqué que sa démarche vise à corriger les déséquilibres économiques créés par les affres de la guerre récurrente.

**Au moins 20 millions de Congolais souffrent des troubles mentaux (ministère de la Santé).** Entre mépris, insuffisance de spécialistes dédiés et de structures médicales adaptées, la maladie mentale reste le parent pauvre du système de santé publique congolais. Difficile de marcher dans les rues congolaises, sans apercevoir des personnes, en pleine errance, à moitié nue, en train de fouiner dans les bacs à ordures pour manger. Cela dans l'indifférence totale. Ces citoyens, appelés abusivement fous, sont souvent atteints de schizophrénie, l'un des plus fréquents troubles mentaux qui entraîne un comportement déviant ou dérangeant exclusivement lié à la maladie, a fait savoir Dr Serge Munane, psychiatre congolais. Il a regretté que le domaine de la santé mentale soit très peu soutenu par l'Etat congolais et les quelques acteurs qui financent ou appuient ce secteur soient des bailleurs extérieurs.

**Lubumbashi : le président de la Fenaco invite les entrepreneurs à quitter le secteur informel.** « Nous avons constaté que beaucoup d'entrepreneurs à travers la RDC et notre ville de Lubumbashi travaillent encore dans l'informel. Ils n'ont pas tous les documents nécessaires, les documents requis pour le fonctionnement d'une entreprise », a regretté le président de la Fédération nationale congolaise des organismes publics et privés (Fenaco), Cette conférence de la Fenaco avait pour objectif de promouvoir l'entrepreneur congolais pour le développement durable de la RDC.

**Elections au Nord-Kivu : des candidates en formation sur le développement personnel.** L'ONG Action et initiative de développement pour la protection de la femme et de l'enfant (AIDPROFEN) organise cette formation à Goma dans le cadre d'un projet de coaching porté sur plusieurs sujets. Ces femmes engagées aux élections apprennent les notions sur le choix des membres d'une équipe de campagne et des modèles politiques pour s'inspirer de leurs parcours, sur la préparation d'un discours politique et sur l'amélioration de l'image de ces candidates. La coordonnatrice de l'ONG AIDPROFEN, a indiqué avoir initié ce projet pour que de nombreuses femmes soient élues aux élections de cette année.

**Beni : le psychologue Muhindo recommande aux habitants de zones en conflits d'entretenir leur santé mentale.** « Comme nous sommes dans une zone de conflit, les risques d'une dégradation de santé mentale sont multiples. Il y a le risque de stress permanent, on est en perpétuelle peur. Quand on a peur, le psychologue est impliqué. Cela entraîne des retentissements sur l'organisme. C'est bien de prendre des dispositions quand vous vivez dans une zone en conflits. Ne vous laissez pas emporter par des tristes et mauvaises informations. Cherchez de bonnes informations et prenez vos mesures en écoutant la raison ». Il a également conseillé les populations des zones en conflits d'équilibrer leur temps entre les activités professionnelles, ludiques et le sommeil apaisé.

**Masisi : des miliciens locaux réoccupent Kitshanga et Burungu.** Selon des sources sur place, ces groupes armés ont fait cette rentrée, après que les rebelles M23 ont vidé, quelques heures avant ces deux agglomérations. La population de ce coin a dû s'exiler autour de la base des forces de l'EAC pour se mettre à l'abri. Déjà dimanche dernier, ces miliciens réoccupaient certains villages autour de Kitshanga et de Burungu.

**Beni : fermeture du cachot de la police du Groupe mobile d'intervention.** L'auditeur militaire de garnison de Beni (Nord-Kivu), a ordonné, le 6 octobre, la fermeture du cachot de la police du Groupe mobile d'intervention (GMI). Il dit avoir pris cette mesure à la suite de plusieurs abus des droits fondamentaux constatés dans ce cachot. Il a cité des arrestations non justifiées, le dépassement du délai légal de garde à vue (48 heures) et autres exactions sur les civils. La société civile de Beni se félicite de cette décision, mais sollicite des enquêtes pour l'interpellation des officiers de police judiciaire auteurs de ces violations.

**Elections à l'Equateur : le nouveau procureur général appelle au respect des principes du processus en cours.** Le nouveau procureur près la Cour d'appel de l'Equateur, a estimé que pour réussir le processus électoral à l'Equateur, il faut mettre un accent particulier sur les infractions relatives aux opérations et contentieux électoraux. Il a exhorté les politiques et les électeurs de sa province au civisme électoral et à éviter toutes formes de violences à l'aube des élections. Outre les échéances électorales le nouveau procureur devra aussi faire face à plusieurs dossiers de conflit foncier, de banditisme urbain appelé kuluna, de vol et viol, et de vindicte populaire.

**Matadi : la route Météo-Soyo village très délabrée.** Il est difficile de circuler sur la route qui mène aux sites de pilonnes de télécommunication de la Renatelsat et de plusieurs médias émettant Matadi, long de 3 km, même pour les conducteurs des motos et des jeeps 4X4. Le quartier Soyo village où mène cette route a une démographie en accroissement permanent. Il compte plusieurs lieux de culte, des écoles et un grand terrain de football. Avec le retour des pluies, les habitants craignent le calvaire qu'occasionnerait une éventuelle coupure de cet axe.

**Tanganyika : des crocodiles tuent 6 personnes en 7 mois sur l'îlot Bilila,** dans le territoire de Kalemie. Cette situation inquiète la population de cet îlot, située à une dizaine de km de la cité de Kabimba. Depuis mars dernier, les crocodiles ont attaqué huit personnes sur l'îlot de Bilila. Ils en ont tué six, dont deux corps n'ont jamais été retrouvés. Il y a eu aussi deux personnes grièvement blessées. Le chef de la conservation de la nature estime qu'il est urgent de refouler les crocodiles pour permettre à la population de vivre en toute quiétude.

**Kinshasa : lancement de la campagne « Retour à l'école ».** C'est le fonds de promotion de l'éducation et de la formation qui a assuré l'appui financier et matériel de cette activité. Cette campagne vise à mettre à l'aise des familles qui sont en difficulté et s'inscrit dans le cadre de la gratuité de l'éducation de base en RDC. Nous distribuons des cahiers et des stylos aux élèves des écoles à travers le pays ».

**Lubero : la couverture du réseau de téléphonie mobile est déficitaire dans le secteur de Bapere.** Deux tiers de l'étendue du secteur de Bapere, territoire de Lubero, ne sont pas couverts par le réseau téléphonique. Le président de la société civile de Bapere, plaide pour l'implantation d'antennes des sociétés de télécommunication dans la zone pour lutter contre l'insécurité. Le secteur de Bapere occupe plus de la moitié de la superficie du territoire de Lubero et regorge de plus de 75 carrés miniers et plus d'une dizaine des groupes armés.

**Neuf personnes tuées en moyenne par jour par les groupes armés, selon Bintou Keita.** Lors de son intervention au Dialogue interactif renforcé sur la situation des droits de l'homme en RDC, Bintou Keita, a affirmé : « La situation des droits de l'homme reste affectée par la violence armée dans les provinces de l'Ituri, du Mai-Ndombe, Kwilu, Kwango, Kongo-Central, Kinshasa et du Nord-Kivu et Sud-Kivu et par l'augmentation graduelle des tensions politiques, alors que le pays se prépare pour les élections en décembre 2023. Les violations et atteintes aux droits de l'homme dans les zones en conflit ont causé un nombre croissant de victimes et exacerbent les inégalités sociales ». Elle a condamné l'escalade de violence entre « les groupes armés alliés du Gouvernement et le M23 » dans le Masisi depuis dix jours et qui a causé plus de 84 000 déplacés internes. Selon la cheffe de la Monusco, la mise en œuvre de la feuille de route de Luanda est la seule issue possible de ce conflit. Elle appelle le M23 à démanteler son administration parallèle et revenir sur les positions sur terrain telles que reprises dans la feuille de route de Luanda. Pour elle, les besoins humanitaires demeurent énormes face à la réduction de l'espace humanitaire. Elle appelle les autorités à prendre des mesures pour garantir l'accès continu aux espaces humanitaires, notamment aux sites de déplacés, pour que les acteurs humanitaires, y compris le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme, puissent surveiller et apporter des réponses, notamment sur la violence sexuelle basée sur le genre et la violence sexuelle liée aux conflits.

**Répression sanglante de Goma : 63 personnes condamnées à de lourdes peines.** Le président du tribunal militaire de Goma, a prononcé la sentence de mort contre huit prévenus dont l'accusé principal, Ephrem

Bisimwa, responsable de la secte la Foi naturelle judaïque messianique vers les nations. D'autres accusés dans ces événements du 30 août dernier, ont écopé de peines allant de dix à vingt ans de servitude pénale principale. Le tribunal militaire a acquitté 52 personnes. Des dizaines de personnes ont trouvé la mort, plus de 50 autres ont été blessées. Une centaine de manifestants ont été interpellés. Le verdict vient d'être rendu dans leur procès. Des responsables militaires ont été arrêtés, puis condamnés.

**Tshikapa : la gestion des fonds à la base des tensions entre le directeur et les agents de l'OVDA.** Des agents de l'Office des voies de desserte agricole (OVDA) du Kasai dénoncent la mauvaise gestion de leur établissement par le directeur provincial « il gère les moyens financiers seul et cet argent prend une destination non élucidée. Il a signé un accord avec les ONG pour les travaux d'entretien de route de desserte agricole, avec les seuls militants de son parti politique ». Réagissant à cette déclaration, le directeur provincial de l'OVDA/Kasai, déclare « toutes les recettes du bac doivent être orientées vers la Direction générale de recettes du Kasai. Ils m'accusent de détourner les motos et les ordinateurs que l'ONG ADRA a donnés à l'OVDA. Ils n'ont qu'à aller vérifier auprès de cette ONG ». Le directeur provincial de l'OVDA/Kasai parle d'une manipulation.

**Mardi 10 octobre.**

« **La santé doit être un droit pour tout le monde** » (Ministre). Chaque Congolais doit accéder aux soins de santé de qualité. Selon le ministre de la Santé, les besoins de santé de la femme sont pris en charge, à partir du moment où elle tombe enceinte jusqu'à ce qu'elle va accoucher. De même, son bébé sera pris en charge jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge d'un mois Il a profité de cette occasion pour expliquer la mise en œuvre de la Couverture santé universelle en RDC voulue par le président Félix Tshisekedi.

**Processus électoral : Po na Congo alerte sur la montée des discours de haine dans la sphère politique.** Le réseau Po na Congo recommande à la Ceni de signer un pacte d'engagement comme preuve de sa bonne foi à dissiper les aspects litigieux lui attribué par les partis politiques de l'opposition et plusieurs organisations de la société civile. Po na Congo estime que si la Ceni ne signe pas ce pacte d'engagement pour amorcer la paix des braves entre parties prenantes, cela questionnerait sur le véritable agenda des animateurs de la centrale électorale, et par conséquent pousserait certaines parties prenantes à rejeter les résultats issus de ces élections.

**Nord-Kivu : cartographie des groupes armés impliqués dans la résurgence des combats contre le M23.** De l'est du territoire de Masisi jusque dans une grande partie de la chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru, c'est la coalition dénommée les Volontaires pour la Défense de la Patrie, (VDP) qui est déployée dans la zone. Elle est composée de : L'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) ; Nduma pour la défense du Congo (NDC-Rénové) ; La coalition des Mouvements pour le changement (CMC) ; Des Nyatura de l'Alliance des nationalistes congolais pour la défense des droits humains (ANCDH) ; La coalition VDP réoccupe actuellement la quasi-totalité des villages qu'avaient déjà conquis les rebelles du M23 dans la partie Est de Masisi. Au territoire de Nyiragongo, des sources locales parlent d'un nouveau groupe armé dénommé Union des forces patriotiques du Congo (UFPC) qui opère depuis quelques semaines autour de Kibumba et de Buhumba. Dans le territoire de Rutshuru, en revanche, les groupes armés les plus cités dans les affrontements contre le M23 sont : Le Front des patriotes pour la paix (FPP) ; L'Alliance des forces de résistance congolaise (AFRC) ; Le Mouvement Populaire d'Autodéfense (MPA) ; La coalition des Mouvements pour le Changement (CMC/FDP). Ils opèrent notamment dans une grande partie de la chefferie de Bwisha, ainsi qu'au nord de Bwito. D'autres sources mentionnent également certaines factions des FDLR qui interviendraient. **Rutshuru : calme précaire ce mardi sur les lignes de front**, entre les groupes armés locaux et les rebelles du M23. Plusieurs sources dans la région parlent cependant d'au moins sept civils tués la nuit dernière dans les groupements de Kisigari et de Rugari. Un crime dont les rebelles et les groupes armés se rejettent la responsabilité.

**Nord-Kivu : le stress post-traumatique causé par les guerres reste la pathologie la plus soignée au centre hospitalier neuropsychiatrique de Goma.** Géré par la Congrégation des frères de la charité de l'église catholique, ce centre d'une capacité de 80 lits reçoit des patients ressortissants du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Maniema, de l'Ituri et même des pays voisins. Le centre hospitalier neuropsychiatrique de Goma fonctionne grâce à une grande équipe constituée de médecins neuropsychiatre et généraliste, de psychologues, d'infirmiers techniques en santé mentale, d'assistants sociaux, du personnel administratif. Son administrateur gestionnaire explique que la plupart des patients reçus par le centre souffre des stress post traumatique causés par la situation de conflits armés que traversent la province du Nord-Kivu, avec leurs corollaires tels que le déplacement des populations et la dégradation des conditions de vie. Cette même situation est aussi responsable de plusieurs autres types de pathologies neuropsychiatriques tels que l'alcoolisme et les troubles liés à la prise des substances psychoactifs. Cependant, la précarité de la population fait que de nombreuses familles n'arrivent pas à payer les

factures des soins, indiquent les responsables de ce centre. Ils sollicitent l'appui du Gouvernement, notamment en ce qui concerne certaines charges.

**Kongo-Central : le ministre provincial de l'Economie s'insurge contre la spéculation sur le prix du ciment gris.** Le prix d'un sac de ciment de 50 kg est passé de 22 500 à 26 000 FC. Cette hausse serait provoquée, selon les opérateurs économiques, par la rupture du stock qu'a occasionné le mouvement de grève des routiers. Mais au niveau des cimenteries basées au Kongo-Central, le prix n'a pas bougé et la production est normale.

**Procès Salomon Idi Kalonda : le prévenu ne s'est pas présenté à l'audience pour raison médicale.** Selon ses avocats, sa santé qui se détériore au jour le jour ne lui permet pas de participer à l'instruction de son dossier. La Cour a ainsi requis la présence de son médecin à la prochaine audience fixée au lundi 16 octobre, pour expliquer aux juges l'état de santé du conseiller spécial de Moïse Katumbi.

**Beni : le patron de la police de la Monusco réaffirme l'engagement de la Mission à accompagner la PNC.** Sur place, après une visite de courtoisie à l'autorité urbaine, le chef de la Police de la Monusco a eu plusieurs séances de travail avec le chef de bureau intérimaire de la Monusco à Beni et son équipe basée au Grand Nord-Kivu (Oicha, Butembo et Beni). Cette visite de travail et d'inspection des troupes vise un triple objectif : - réitérer le soutien de la Monusco à la Police nationale congolaise - voir dans quelle mesure renforcer les capacités de la police congolaise dans le cadre de la sécurisation du processus électoral en cours au pays - échanger avec les autorités et partenaires locaux sur le départ de la MONUSCO de la RDC et des implications de cette transition.

**Grève des déclarants en douane à Uvira et Fizi.** Ils dénoncent le « désordre » entretenu par plusieurs services non apparents à la douane et qui opèrent illégalement aux frontières. Ces services exigent des frais supplémentaires et sans document justificatif, selon les grévistes. Cette situation est observée, selon les grévistes, à l'entrepôt de Kiliba, de Kavimvira et à Baraka/Fizi. Le sous-directeur de la Direction générale des douanes et accises /Uvira, se dit très préoccupé de cette grève du partenaire ACCAD, qui occasionne un manque à gagner au trésor public.

**Kisangani : SOS des déplacés de la rive gauche du fleuve Congo.** Les déplacés du conflit communautaire Mbole – Lengola, hébergés au site de la paroisse Ste Marthe de Lubunga ne bénéficient d'aucune aide des divers partenaires humanitaires, « jusqu'à ce jour « nous sommes oubliés en tout. [Dans] ce désordre organisé par les inciviques, nous avons fait une gymnastique de quitter nos résidences habituelles et de nous retrouver tous à la paroisse Ste Marthe de Lubunga où nous avons trouvé une maison d'accueil, où nous loger ». D'autres déplacés restent à la maison de leurs frères au camp Lukusa et dans les églises. Ces personnes disent avoir perdu leurs résidences habituelles, incendiées par les inciviques. Pour la ministre provinciale du Genre et actions humanitaires, des plaidoyers sont en cours afin d'essayer de trouver des solutions idoines à leurs préoccupations.

**Mercredi 11 octobre.**

**Kinshasa : lancement du projet « Acte 2023 Unis pour la démocratie » contre les violences électorales.** Le Centre d'études pour l'action sociale (CEPAS), l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES) et l'institut congolais de recherche Ebuteli ont lancé le 10 octobre à Kinshasa le projet « Acte 2023 Unis pour la démocratie ». Ce projet vise à orienter les parties prenantes à adopter un comportement responsable susceptible de minimiser les risques de violence électorale. « C'est un projet qui vise à éduquer notre population à la culture démocratique, pour qu'elle pose des actes éclairés ». Il sera également question de poser des actes éclairés, a affirmé le directeur du CEPAS, précisant qu'il s'agit de « se choisir des représentants, qui seront à même de mener ce pays vers son développement, que nous voulons tous ». Le projet milite pour que les élections de décembre 2023, soient transparentes, crédibles, apaisées et inclusives. Ce processus va continuer jusqu'à 2025, touchant aussi la période post-électorale. « C'est vrai que nous visons des élections de 2023 qu'elles soient transparentes et apaisées, mais il y a aussi, toute la période post-électorale. L'éducation civique est un processus continue ».

**Nord-Kivu : évasion de 15 détenus de la prison de Lubero centre.** L'évasion est intervenue lundi aux environs de trois heures du matin. Les prisonniers en cavale sont des condamnés pour viol et vol à main armée. Ils se sont servis d'une scie à métaux pour couper la grille de la prison. Seuls deux policiers étaient commis à la garde de la prison. Ils ne seraient pas intervenus pendant l'évasion des détenus, ajoutent ces sources.

**Tshopo : le village Badiamane vidé de sa population à la suite d'une vindicte populaire.** Les villageois ont pris fuite après avoir tué trois voyageurs qu'ils tenaient pour les meurtriers d'un jeune homme du village. Ces

trois voyageurs étaient en fait des exploitants d'or qui avait loué le service d'un taximan moto, habitant la localité Badiamane. Ce dernier les avait transportés et acheminer à Mambo, un village voisin. Arrivé sur les lieux, le jeune homme réclamant son argent pour le service rendu a été poignardé par l'un de ses clients. Transporté vers Banalia pour les soins, il a succombé en chemin. Le ministre provincial chargé de l'intérieur, affirme qu'une délégation, conduite par un officier de la police a été dépêchée sur les lieux pour des enquêtes.

**Présidentielle : le politologue Bob Kabamba contre la publication de la liste définitive à la veille de la campagne électorale.** Pour Bob Kabamba, cette option risque de favoriser le candidat au pouvoir qui ne manquera pas de moyens pour battre campagne. « Lorsqu'on publie la liste de candidats présidents de la République le 18 novembre, la veille de la campagne électorale comment voulez-vous que les gens puissent faire la campagne tout en ne sachant pas s'ils seront retenus ou pas sur la liste de manière définitive ? Si un candidat est sur la liste et va commencer acheter des T-shirts et qu'on arrive à la veille de la campagne électorale, s'il n'est pas retenu sur la liste. Quelle sera sa réaction ? Les candidats) qui sont au pouvoir pourront utiliser sans ambiguïté les moyens de l'Etat pour battre campagne tandis que les autres ne pourront pas sans la liste électorale ». Il a aussi redouté que cette option puisse entraver la dynamique des candidats de l'opposition qui, selon lui, pourrait arriver à avoir un candidat commun. Bob Kabamba a ainsi proposé que la publication de la liste définitive de candidats à la présidentielle soit faite deux mois et demi avant la campagne électorale comme lors des cycles passés.

**Est de la RDC : Uhuru Kenyatta appelle à la cessation des hostilités pour faciliter l'accès des humanitaires.** Le facilitateur du processus de Nairobi, Uhuru Kenyatta estime que la poursuite des combats ne donne pas la chance à une solution non militaire au problème à travers le processus de paix de Nairobi dirigé par l'EAC. Son appel intervient pendant que des violents affrontements sont signalés, depuis quelques jours, entre les miliciens locaux et les rebelles du M23 au Nord-Kivu. Dans le même document, il a également condamné l'escalade des hostilités, les meurtres et le déplacement des populations dans ce coin du pays.

**Nord-Kivu : le PAM dénonce la commercialisation de l'aide alimentaire destinée aux personnes vulnérables.** Il s'agit de l'huile végétale, de la farine de maïs et de blé, d'haricots et tous les suppléments nutritionnels qui visent à améliorer la nutrition de ces populations en cette période de guerres. « Alors que les efforts de tous devraient converger pour lutter contre l'insécurité alimentaire qui affecte la vie de milliers de personnes déplacées vulnérables, certains en quête de gain facile exploitent les déplacés qui souffrent en achetant leur assistance à des prix dérisoires, ce qui fait que les denrées alimentaires du PAM se retrouvent sur le marché », a déploré le PAM.

**Goma : des coups de feu sèment l'effolement au quartier Majengo.** Un incident impliquant des hommes armés serait à la base de ces coups de feu. Cependant les circonstances de ces faits restent controversées. Quelques témoins parlent de trois combattants locaux, apparemment en provenance de Masisi, à moto, pour rallier le territoire de Nyiragongo, se seraient disputés avec un autre motard en état d'ébriété. Alors que les soldats de la Garde républicaine tentaient d'intervenir, la situation a dégénéré en un échange de tirs. Un combattant a été tué, ses deux coéquipiers arrêtés et les deux armes qu'ils détenaient ont récupérées par les militaires.

**Le CSAC appelle les médias à l'autorégulation à l'interne avant diffusion des informations.** Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) a invité des acteurs sociaux et animateurs des débats publics à faire preuve de responsabilité. Il a en outre appelé les utilisateurs des réseaux sociaux à la conscience avant d'opérer chaque tweet. Parlant des élections de décembre 2023, le président du CSAC a interdit les médias de se livrer à l'exercice de la précampagne électorale.

**Sud-Kivu : l'incursion des bandits armés dans une concession minière de Fizi cause la mort de 4 personnes.** L'attaque, dimanche dernier, du site d'exploitation de l'or d'Akiemba à Misisi, a fait quatre morts et des blessés graves. L'incident a eu lieu durant la nuit. « Les bandits armés munis d'armes AK 47 ont fait irruption dans la concession des exploitants chinois. Il y a eu échange de tirs entre ces assaillants et nos militaires des Fardc commis à la garde de ces étrangers. Le bilan de ces échanges fait état de quatre morts dont deux exploitants Chinois, et deux militaires Fardc, tous deux sergents du 3305<sup>ème</sup> régiment ». Ces assaillants ont également emporté des biens matériels. Il s'agit d'argent, de téléphones portables et de documents migratoires comme les passeports. Selon l'administrateur de Fizi, ces voleurs à mains armées seraient venus de Kalonda Kibuye au Maniema.

**Goma : le commandant de la 34e région militaire met en garde les chefs des quartiers contre la désinformation**« C'est juste rentabiliser la collaboration entre les chefs des quartiers et les différentes task

forces qui fonctionnent à travers la ville. Essayer un peu de leur donner certaines matières auxquelles ils doivent faire très attention, notamment cette guerre d'influence que nous sommes en train de vivre. J'ai demandé aux chefs des quartiers ainsi qu'à toutes les task forces de veiller sur ça. Qu'on ne tombe plus dans ces manœuvres de l'ennemi».

**Bandundu : marche des déplacés de Kwamouth pour dénoncer leurs conditions de vie déplorables.** « Nous avons décidé de faire la marche parce que nous avons des problèmes qui nous dépassent. Beaucoup de gens meurent chez nous. Nous avons déjà enregistré 69 décès. La souffrance est grande, il n'y a pas d'assistance des autorités. Nous demandons aux autorités de prendre soin de nos problèmes », a expliqué le représentant des déplacés de Kwamouth qui ont fui les violences entre Teke et Yaka et qui vivent dans la ville de Bandundu (Nord-Kivu) Ils demandent auprès des autorités les moyens financiers leur permettant de regagner leurs villages.

**Kinshasa : échange entre Félix Tshisekedi et le général Brice Oligui Nguema, président de transition du Gabon.**

Kinshasa est la 5<sup>ème</sup> étape d'une tournée diplomatique qu'il a entreprise dans l'espace CEEAC. « Depuis le 30 août, notre pays a accédé à une nouvelle ère à la suite d'une élection non démocratique. Nous avons besoin du concours du président Tshisekedi pour nous accompagner et nous aider, comme le fait le facilitateur, le président Touadera dans la zone de la CEEAC », a déclaré le général Oligui Nguema. Dans la suite présidentielle gabonaise, on confirme que cette tournée vise à sensibiliser la sous-région sur les avancées significatives du Gabon après le changement de régime intervenu le 30 août dernier et qui a porté le général Oligui au pouvoir.

**Difficultés de déplacement par avion : le ministre des Transports interpellé au Sénat.** « Le déplacement du peuple congolais pose un sérieux problème. Nous avons compris que la volonté du Président de la République, du président de la Ceni et de nous en tant que Congolais, est que les élections s'organisent. Mais il y a des préalables. Comment les candidats vont-ils se déplacer lorsque la flotte de Congo Airways est par terre », s'interroge le sénateur Lady Yangotikala. Il craint que la sollicitation régulière de l'unique compagnie aérienne crédible puisse entraîner des conséquences : « La seule société d'aviation qui nous reste va être submergée au point qu'elle va finir par craquer. Ne soyez pas étonnés un jour, qu'il y ait des crashes d'avions ; voilà pourquoi nous voulons que le ministre des Transports vienne nous éclairer. Nous en sommes où ? Comment le personnel de Congo Airways sera-t-il payé ? » La compagnie nationale Congo Airways a annoncé, le 10 septembre, l'arrêt momentané de ses activités dès le 11 septembre sur l'étendue nationale. Congo Airways a levé cette option en vue d'améliorer l'efficacité de ses services. Aujourd'hui, un mois après cette mesure, la compagnie n'a toujours pas repris ses activités. « Nous espérons qu'une solution sera trouvée très rapidement pour permettre à la compagnie de reprendre le réseau par l'acquisition très rapidement de deux avions en location, pour nous permettre d'assurer la continuité de l'activité et de continuer le processus d'amélioration des conditions de sécurité de notre exploitation ». Le Gouvernement congolais a, en même temps, relancé le dossier relatif à la création de la nouvelle compagnie aérienne Air-Congo, selon le compte rendu du Conseil des ministres publié le 24 septembre.

**Jeudi 12 octobre.**

**La MOE CENCO-ECC recommande à la CENI d'afficher les listes électorales à travers ses antennes.** « La mission d'observation électorale CENCO-ECC comprend les raisons évoquées par la Ceni qui privilégie la voie de consultation de la liste des électeurs auprès d'un agent préposé plutôt que de l'afficher. Cependant, cette disposition prise par la Ceni entame les prescrits des articles 6 de la Loi électorale et 20 des mesures d'application de cette loi qui voudraient que tout électeur, tout candidat et tout parti ou regroupement politique puisse consulter ces listes de manière physique ou électronique », a indiqué ce communiqué. Cette mission d'observation électorale en a ainsi appelé au Gouvernement de faire sa part en sécurisant tous les sites où les listes électorales provisoires devraient être affichées. Les listes provisoires des électeurs sont publiées graduellement par province, par antenne et par site de vote, avec indication du bureau de vote, a indiqué la Ceni dans un communiqué. En lieu et place d'un affichage, ces listes seront plutôt consultées auprès d'un agent appelé Préposé à l'affichage au niveau de chaque antenne. Selon le directeur de communication de la Ceni, le manque d'espace physique dans les antennes de la Ceni est l'une des raisons de cette décision. « J'ai jeté un coup d'œil rapide sur les listes d'une antenne donnée, ça fait 7.500 pages, sincèrement quelle est cette antenne ou bâtiment de la Ceni sur lequel on peut afficher 7500 pages? Voilà pourquoi dans le souci de rendre la consultation assez facile, la Ceni estime qu'il faut placer au niveau de chaque antenne un préposé à l'affichage qui est là, ça c'est la première possibilité, la deuxième possibilité, quiconque veut voir ces listes peut les consulter également sur le site web de la CENI : [www.ceni.cd](http://www.ceni.cd). »

**Lualaba : 40 étudiants apprennent l’anglais et l’informatique à Kamoia-Centre d’excellence.** Les bénéficiaires de cette formation sont triés dans la communauté locale et dans d’autres coins de cette province, après un concours. Ils sont totalement pris en charge par l’entreprise Kamoia Copper qui les transporte de leurs résidences jusqu’au centre pour suivre les cours et les nourrit avant de les ramener le soir chez eux. Pendant cette formation de 12 mois, chaque étudiant est doté d’un ordinateur et devra percevoir, chaque mois, une petite collation de la part de l’entreprise Kamoia. A l’issue de cette formation, les meilleurs d’entre eux iront poursuivre leurs études à l’université de Pretoria (RSA) qui est en partenariat avec Kamoia-centre d’excellence. D’autres pourraient également être embauchés pour qu’ils apportent à l’entreprise leurs connaissances acquises.

**Barbara Kanam sensibilise sur l’accroissement des recettes du FPC.** La Directrice générale du Fonds de promotion culturelle (FPC), veut ainsi faire du FPC, un véritable levier de l’essor économique de la RDC. Au cours de ce forum de 5 jours, elle a sensibilisé les architectes et opérateurs économiques sur le bien-fondé du paiement de la redevance « Ad valorem ». Cette année les réflexions d’Expo-Béton ont été consacrées sur le développement urbain ainsi que des infrastructures liées au transport multimodal, à l’habitat, à l’approvisionnement en énergie, à l’industrie, à la consolidation des relations économiques et à l’intégration régionale. Sous le thème : «Kolwezi-Lualaba, Eldorado du Corridor Sud de la RDC-SADC », ces assises ont été clôturées par le chef de l’Etat.

**Rutshuru : reprise timide des activités à Kiwanja, après des combats entre M23 et miliciens.** La coalition de groupes armés locaux, qui occuperaient déjà le chef-lieu de ce groupement et d’autres villages, n’aurait pas pu avancer vers Bwiza, où les rebelles du M23 seraient concentrés et mêlés aux milliers de civils, membres de familles d’éleveurs, indiquent plusieurs sources locales. Alors qu’à Kitshanga, territoire de Masisi, des activités ont repris depuis deux jours. Plusieurs sources locales parlent de la présence des Fardc dans cette cité stratégique.

**L’Unikin décerne le diplôme de Docteur Honoris Causa à Félix Tshisekedi.** Ce titre honorifique a été attribué au chef de l’Etat pour ses nombreuses réalisations en faveur du peuple depuis son accession au pouvoir, dont la gratuité d’enseignement de base, l’augmentation du budget national, le recadrage diplomatique du discours du Rwanda sur son implication dans l’insécurité dans l’Est de la RDC, la réhabilitation de la RDC sur le plan international, la révisitation du contrat chinois, la construction et la réhabilitation des hôpitaux et centres de santé, la mise en place d’une nouvelle politique agricole et la lutte contre la corruption.

**Nord-Kivu: la société civile de Mamove dénonce les tracasseries militaires sur des barrières routières ;** Selon la société civile, des motards et chauffeurs de camionnettes paient de l’argent pour rouler sur l’axe Oicha-Mamove-Beu-Manyama-Maleki et Mandumbi. Il recommande la suppression de toutes ces barrières pour permettre une libre circulation de la population et de ses biens. Le porte-parole des opérations militaires dans la région, annonce la mise sur pied d’une commission d’enquête mixte Fardc-société civile pour mettre fin à cette pratique.

**Kinshasa : lancement du projet « 1 million de PME pour 8 millions d’emplois ».** Cela, grâce à un portail numérique innovateur Continuum PME qui offre des plateformes telles que Bourse-PME, Chance-PME, Business-PME, Stratégie-PME, Microfinances-PME. En plus de financements dont ils vont bénéficier, des entrepreneurs vont participer aux panels de discussion, accéder aux outils numériques en vue de rencontrer des entrepreneurs à succès. Ce projet met l’accent particulier sur les domaines prioritaires tels que l’agriculture, les énergies, la santé et l’éducation, la petite industrie, les métiers et l’entrepreneuriat local. Pour le PDG de la société Quantum Vertex, le projet « 1 million de PME pour 8 millions d’emplois » n’est pas un canular mais plutôt une réalité. Il regrette que la RDC ait acquis du retard dans le domaine de création des PME avec seulement 24 000 reconnus alors que 560 000 autres œuvrent dans l’informel. Ce projet bénéficie de l’appui de la société Quantum Vertex.

**Processus électoral : les députés de Masisi et Rutshuru préoccupés par le sort des zones sous occupation du M23.** « Pour Masisi et Rutshuru tout dépendra de l’évolution de la situation sécuritaire de notre pays. Il est prévu que les élections aient lieu le 20 décembre 2023, c’est dans deux mois. Et nous n’avons pas encore des réponses exactes pour savoir si Rutshuru et Masisi seront concernés par le processus électoral. La population a le désir profond et légitime de se faire enrôler comme les autres compatriotes. Quand on nous pose des questions, nous n’avons pas de réponses et cela nous embarrasse ». L’ élu de Masisi, Jules Mugiraneza, a vivement souhaité le retour de la paix, pour que ce processus électoral soit mis en mouvement dans ces territoires.

Vendredi 13 octobre.

**Félix Tshisekedi décide d'un « allègement progressif et graduel » de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri.** « J'ai opté, en toute responsabilité, pour la mise en œuvre d'un dispositif transitoire graduel au terme duquel cette situation exceptionnelle devra connaître sa fin », a-t-il affirmé, se fondant sur les tendances dégagées des travaux de la Table ronde tenue récemment à Kinshasa sur l'état de siège. Selon lui, « ce dispositif transitoire consistera au rétablissement de l'autorité civile dans les entités territoriales décentralisées et déconcentrées qui sont déjà sécurisées et sous contrôle des Fardc ». Ce qui implique la levée des restrictions des libertés constitutionnelles de tous les citoyens et plus particulièrement la libre circulation des personnes et de leurs biens en mettant fin au couvre-feu ainsi que la liberté d'association, de manifestation pacifique et de réunion dans le strict respect des conditions légales. Entre-temps, le chef de l'Etat a instruit le Gouvernement à « régler, sans délai », les arriérés d'émoluments des animateurs des institutions provinciales mises en veilleuse par l'état de siège. D'autre part, en plus de leurs compétences matérielles, les juridictions civiles, « du reste compétentes pour gérer les contentieux électoraux, recouvrent le plein exercice de leurs compétences répressives à l'exception de quelques préventions liées à la sûreté nationale qui relèveront des juridictions militaires ».

**Plus de 700 victimes d'exactions et des pluies recensés dans le Grand Bandundu.** Le président de l'Association nationale des victimes du Congo (ANVC) a expliqué que nombreuses de ces personnes vulnérables manquent de nourriture, de vêtements, d'abris et passent nuit à la belle étoile à Kwamouth et autres agglomérations de ce coin du pays. Selon lui, il est inadmissible de constater que, depuis le mois de janvier, il y a eu des tueries, des viols systématiques et des hommes qui ont été enterrés. Mais, aujourd'hui, cette population reste impatiente de voir madame le ministre de la Justice se mettre à l'œuvre pour voir dans quelle mesure on doit établir les responsabilités.

L'espace Bandundu est, depuis janvier, en proie à une crise sécuritaire due à l'activisme du groupe armé Mobondo.

**Rutshuru : les déplacés de Kiwanja hésitent de regagner leur cité malgré la reprise timide des activités.** Cela malgré les multiples appels des responsables du M23, les invitants à regagner leurs agglomérations. Des sources confirment que les rebelles occupent toujours le village de Kinyandoni alors que les Wazalendo ont assiégé la localité de Ngwenda à environs 2 km de Kinyandoni et 11 km de la cité de Kiwanja. A Kiwanja, la population vit avec la peur au ventre et l'incertitude. Toutes les activités socio-économiques ont timidement ouvert. Les marchands, les commerçants, les cultivateurs, restent toujours aux aguets s'attendant toujours à d'éventuels affrontements entre les rebelles du M23 et les miliciens locaux.

**Djugu : des autorités coutumières sensibilisent sur la cessation des hostilités.** Elles ont organisé cette campagne à Mbau et Kobu, deux villages situés à plus de 40 km de Bunia, territoire, où de milliers d'habitants ont participé à cette session. Dans leur message, ces chefs coutumiers ont demandé aux miliciens qui se cachent dans la communauté de respecter leur acte d'engagement signé en juin dernier à Aru pour la cessation définitive des hostilités. Ils ont également été invités à taire les armes en attendant l'effectivité du programme de DDRCS et aux habitants de soutenir les Fardc pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans le territoire de Djugu. Ces chefs coutumiers ont également plaidé pour la cohabitation pacifique entre les communautés locales.

**Beni : lancement de la campagne « Député usi tudanganye » à Kasindi,** (en français : « Député, ne nous mens pas ». Cette activité vise à sensibiliser la population de cette cité sur un choix judicieux lors des législatives à venir et encourager surtout les jeunes de Kasindi et de tout le territoire de Beni de prendre cette campagne en main pour que les députés ne puissent pas tromper la population.

**Ituri: la PNC et l'UNPOL envisagent mettre en place un plan commun de sécurisation des élections.** La police de la Monusco (UNPOL) s'est engagée à former au moins 2 042 nouvelles unités recrutées au sein de la police nationale congolaise afin de résoudre la question des effectifs pendant cette période de transition de la mission onusienne. De son côté, le bureau provincial de la police en Ituri a estimé nécessaire cette rencontre pour préparer la police à assumer son rôle lors des élections de décembre prochain. Le numéro un de l'Unpol a visité le centre de coordination des opérations de la police en construction grâce au financement de la mission.

**Des ministres provinciaux de l'Agriculture en formation sur la relance de production agricole.** A l'initiative du ministère de l'Agriculture, ce séminaire de trois jours est organisé à Kinshasa. Plusieurs experts interviennent dans ce forum placé sous le thème : « Passerelle interministérielle pour une production agricole durable en RDC. De l'efficacité et de la rationalité dans l'utilisation des semences agricoles, des engrais chimiques connexe, et l'implantation des brigades agricoles à travers le territoire national ». Pour le ministre de l'Agriculture, ces assises permettront également d'avoir une approche convergente de l'agriculture, celle d'agrégation agricole.

**Kinshasa : le département de cinéma d'animation en gestation à l'Académie des beaux-arts.** "Nous comptons prochainement avec l'accompagnement de notre ministère de tutelle introduire le département du cinéma d'animation", a annoncé le Directeur général de l'Académie des beaux-arts Au moins 285 lauréats de l'Académie des Beaux-arts ont satisfait au cours de la première session dans les deux sections à savoir : Arts plastiques (départements de céramiques, sculpture, peinture, métal, conservation et restauration des œuvres d'art). et Arts graphiques (départements de l'architecture d'intérieur, communication visuelle, design et photo).

**Guerre au Nord-Kivu : la force de l'EACRF dément son implication dans la résurgence des hostilités.** Une dizaine de jours après la reprise des hostilités entre les rebelles du M23 et les miliciens locaux dans les trois territoires, les principaux belligérants lancent des accusations contre les forces de l'EAC à travers les réseaux sociaux. Le M23 accuse, pour sa part, l'unité burundaise de l'EAC-RF de combattre aux côtés des forces locales d'auto-défense. De leur côté, les groupes armés locaux font circuler des messages sur la toile, accusant les contingents kenyans et ougandais déployés dans le Nyiragongo et le Rutshuru, de soutenir le M23 pour empêcher leur avancée dans ces entités. Le porte-parole de la force régionale, parle d'une simple campagne de propagande par de fausses informations contre la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACRF), Il précise que les unités respectent le mandat qui leur a été confié par les chefs d'Etats de l'EAC, celui d'assurer la sécurité des civils et de leurs biens et la stabilité dans la région.

**Ituri : la population s'attend au renforcement de l'effectif des Fardc et non à la requalification de l'Etat de siège (société civile)** Le coordonnateur de la société, a fait savoir que les habitants de l'Ituri attendent l'organisation des opérations militaires de grande envergure pour traquer les miliciens locaux et rebelles étrangers qui commettent diverses exactions contre la population civile notamment des ADF et la Codeco. Dans son adresse la nuit dernière à la télévision nationale, le président de la République a résolu de requalifier l'état de siège avec quelques mesures d'accompagnement dont la levée de couvre-feu.

**Nord-Kivu : la société civile de Ruwenzori alerte sur le risque d'effondrement du pont jeté sur la rivière Hululu.** La nouvelle société civile congolaise du secteur de Ruwenzori (Nord-Kivu) a affirmé que la réfection de cet ouvrage, il y a un mois, n'avait pas résolu le problème de sa vétusté. « Le pont n'a pas été réhabilité comme tel, il a seulement été réparé, en y plaçant quelques planches ». Le coordonnateur de la société civile recommande au « gouvernement d'intervenir pour la construction du pont Lume d'abord qui a cédé depuis plus d'une année, et ensuite, du pont Hululu qui peut céder à tout moment ».

**Guerre au Nord-Kivu : les Etats-Unis s'inquiètent de la résurgence des affrontements sur les lignes de front.** « Nous appelons le gouvernement de la RDC, la Monusco et la Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est à redoubler d'efforts pour assurer la protection des civils dans le cadre de leurs compétences et mandats respectifs, de manière coordonnée », lance l'ambassade américaine. Elle plaide aussi pour un accès des civils à l'aide humanitaire d'urgence. Par ailleurs, elle invite les bailleurs de fonds à financer cette aide d'urgence aux populations de ces zones touchées. Pour les Etats-Unis, « la crise dans l'est de la RDC exige une solution politique et non pas militaire ».

**Kwango : début de la campagne de vaccination contre la polio, les relais communautaires en première ligne.** Le médecin coordonnateur du programme élargi de vaccination (PEV) du Kwango, indique que cette campagne de masse s'effectue dans un contexte de grève des infirmiers, et par conséquent, ce sont donc des relais communautaires qui passent de porte à porte pour vacciner les enfants en lieu et place de ces prestataires de santé. Près de 560. 000 enfants de 0 à 59 mois sont ciblés sur toute l'étendue de la province pour recevoir deux gouttes de vaccin VPO au cours de cette campagne. Celle-ci va durer trois jours soit du 12 au 14 octobre.

**Kananga : le HCR rapatrie 82 Congolais réfugiés en Angola.** Ces rapatriés font partie des personnes qui avaient fui les violences liées au phénomène Kamuina Nsapu. Ce processus de rapatriement s'inscrit dans le cadre de l'accord tripartite signé entre le HCR et les Gouvernements de la RDC et de l'Angola le 23 août 2019, pour assurer le retour des réfugiés dans la sécurité et la dignité. Les 82 rapatriés ce jour sont partis d'Angola en passant par Kinshasa. Dans le cadre de la facilitation de rapatriement, ces personnes reçoivent un kit devant les aider à se réintégrer et d'autres programmes, assure le chef de sous-délégation du HCR au Kasai, Jacques Gongo.

**Sud-Kivu : une société aurifère chinoise suspend ses activités après attaques de son camp à Fizi.** La récente attaque du groupe Mai-Mai Yakutumba contre le camp chinois avait fait, dimanche dernier, quatre morts sur l'axe Kachemba-Lubichako au sud de Misisi : deux soldats des Fardc et deux sujets chinois. Quatre autres individus (deux sujets ghanéens, un sujet chinois et leur interprète congolais) ont été grièvement blessés. Des biens de valeur, dont une somme d'argent, des documents migratoires et une quantité d'or ont été emportés par les assaillants. L'administrateur du territoire de Fizi, indique pour sa part que ce retrait est un repli stratégique de

cette société chinoise qui a laissé sur place à Tulonge une partie de son personnel. Il y a quelques années, la société aurifère BANRO avait fermé ses activités pour la même raison ; alors qu'elle assurait l'entretien des routes entre Fizi et Kabambare et employait la main d'œuvre locale. Médecins sans frontière (MSF) ainsi que d'autres autres ONG internationales y ont également fermé leurs activités pour des raisons sécuritaires.

**Samedi 14 octobre.**

**Tanganyika : 13 personnes mortes de choléra en 2 semaines à Kabalo**, et plus des deux cents malades sont enregistrés. L'administrateur du territoire de Kabalo a lancé un SOS aux autorités provinciales et à d'autres partenaires pour une prise en charge suffisante des malades, car la zone de santé de Kabalo est à court d'intrants curatifs et ne dispose d'aucun moyen pour stopper la propagation rapide du choléra. Entre-temps, les autorités du territoire de Kabalo continuent par ailleurs à sensibiliser la population pour prévenir le choléra.

**Des leaders du Nord-Kivu et de l'Ituri contre la requalification de l'état de siège**, dans ces provinces, telle qu'annoncée la veille par le Président de la République. De manière générale, les acteurs du Nord-Kivu se posent des questions sur la constitutionnalité de cette option de requalification de l'état de siège. Ces derniers pensent que la mise en pratique de cette mesure va créer la confusion au niveau de l'administration locale. « Comment une cohabitation sera faite entre autorités civiles et militaires au niveau des mairies, communes et territoires ? C'est encore une question de droit administratif qui doit être clarifiée. J'attends, à mon avis, une ordonnance du chef de l'Etat qui devrait préciser... », a affirmé Alexis Bahunga, député provincial élu de Masisi. Pour sa part, Espoir Ngalukiye, acteur politique local, insiste sur le caractère illégal de cette requalification : «Aucun article de la constitution n'en parle. Aucune loi n'en parle. Quand c'était l'état de siège, il y avait des prorogations, qui étaient faites par (les parlementaires). On va maintenant proroger sur base de quoi ? L'état de siège dans son ensemble, est une solution qui a été rejetée par la population. Le chef de l'Etat devrait écouter les résultats de la table-ronde: l'état de siège doit être levé totalement ! »

**Procès Stanis Bujakera : le tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe signifie au journaliste les préventions mises à sa charge.** « Nous poursuivons un faussaire et non un journaliste », a attaqué le ministère public à l'entame du procès. Une déclaration à laquelle a réagi Me Charles Mushizi, conseil de Stanislas Bujakera : « Ça c'est une fuite en avant parce que le ministère public ne nous dit pas quand notre client s'est délesté de sa qualité de journaliste. Si le ministère public dit que le document qui a été prétendument publié et distribué par notre client est faux, il doit nous dire où est le vrai ». Il dénonce aussi l'irrégularité de la détention du journaliste de Jeune Afrique et Actualite.cd. « Sa détention est irrégulière parce que l'ordonnance qui confirme cette détention pour quinze jours est à ce jour fort clause. Le délai de 15 jours est largement dépassé. On est bien au-delà de 20 jours et donc notre client est en prison sans aucune justification basée sur la loi ».

**Nord-Kivu : la Monusco va fermer sa base de Lubero.** Le chef de bureau intérimaire de la Monusco/Beni, a expliqué « ce retrait qui était initialement prévu pour le 31 décembre 2024, le gouvernement a demandé d'accélérer et de le ramener au 31 décembre 2023. Et cette demande a été confirmée par le Président de la République à la tribune des nations unies ». Il ajoute que la Monusco a pris des dispositions pour qu'au 31 décembre 2023, sa présence à Lubero cesse. « Toute séparation est douloureuse ». C'est par ces mots que l'administrateur du territoire de Lubero, a réagi à l'annonce de la fermeture des bureaux de l'antenne de la Monusco à Lubero. Il promet de poursuivre la collaboration avec la mission onusienne, jusqu'à la fermeture totale de ses bureaux.

**Sud-Kivu : lancement des travaux de la nouvelle prison centrale de Kashusha.** L'actuelle prison centrale de Bukavu sera délocalisée à Kashusha, dans le territoire de Kabare. Les travaux de construction du bâtiment qui abritera différents blocs des détenus ont été lancés par le gouverneur de la province du Sud-Kivu. Ce bâtiment sera capable de contenir 3000 détenus, avec une structure médicale moderne, quatre blocs pour les hommes et un bloc pour les détenues femmes et mineurs. Mais aussi deux blocs pour les confessions religieuses, sans oublier un bloc pour les visites conjugales et un lieu récréatif. A cela s'ajoutent un bloc de formation professionnelle, une bibliothèque, une école d'alphabétisation et quatre hectares pour les travaux champêtres.

**Félix Tshisekedi demande au gouvernement de capitaliser le fleuve et les rivières comme le prolongement des routes.** Toutefois, il a souligné la nécessité de tout mettre en œuvre pour éviter des naufrages aux embarcations. Face à cette situation, le Président a chargé le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, le vice-premier ministre de la Défense, ainsi que le ministre des Transports, d'élaborer un plan d'actions afin de faire jouer au fleuve Congo, le rôle du moteur du développement économique ainsi que les stratégies fortes au travers les différentes structures concernées.

**Nord-Kivu : d'intenses combats opposent les groupes armés locaux aux M23 à Bwiza.** Ces combats se sont poursuivis ce samedi 14 octobre vers Tongo et Kiyenje. Des sources affirment qu'un civil a été tué à bout portant ce même matin par les rebelles du M23 à Mulimbi, groupement de Tongo, sans donner d'autres détails. Cependant, la cité de Kiwanja et Rutshuru centre restaient calme ce samedi matin. Mais la population de Kinyandoni continue à fuir massivement pour s'entasser à Kiwanja, après des combats enregistrés dans cette partie au courant de la semaine. D'autre part, la coalition des groupes armés locaux ont attaqué ce matin les positions des rebelles dans la localité de Kisigari. Une attaque repoussée par les rebelles qui ont poursuivi les groupes armés locaux jusque dans le parc des Virunga, dans la région de Nyamulagira.

**Eboulement de terre à Mbuji-Mayi : plusieurs habitants du quartier Nkashama 2, sont sans abris.** Ce vendredi, ces habitants sont allés au cabinet du gouverneur de province pour solliciter une assistance financière. « Nous dormons à la belle étoile. Il y a des fissures dans nos maisons. Nous sommes dehors avec nos enfants, nos mamans... Assistez-nous avec un peu d'argent pour qu'on trouve des maisons à louer ». Certaines sources locales indiquent que les eaux de ruissellement mal canalisées seraient à la base de cette catastrophe.

**Sud-Kivu : remise de la route Shabunda-Matili réhabilitée par la Monusco.** Ce tronçon de 30 km, réhabilité sur financement de la Monusco, a été remis officiellement à la communauté locale en début de cette semaine. La réhabilitation de cette route, vise à promouvoir la résilience communautaire. Le projet a encadré 175 bénéficiaires, dont les ex-combattants, aujourd'hui démobilisés et réinsérés, des jeunes à risque et des femmes vulnérables. Il est le fruit d'un partenariat avec une congrégation des religieuses. Cette route réhabilitée favorise les activités économiques. La Monusco, avant de se retirer de Shabunda, avait réhabilité d'autres ouvrages communautaires en faveur de la population locale de ce territoire enclavé, notamment l'addiction d'eau.

**Erosions à Butembo : la société civile appelle à une réglementation de l'extraction du sable.** La ville de Butembo est parsemée des têtes d'érosion, dues notamment à l'extraction du sable dans des ruisseaux et rivières qui traversent la ville. A l'occasion de la journée internationale de la prévention des catastrophes, célébrée le 13 octobre, la société civile de la commune de Bulengera a appelé les autorités à prendre des dispositions nécessaires pour limiter les dégâts de la catastrophe. Dans la commune de Bulengera, par exemple, des parcelles entières disparaissent à la suite des glissements de terre. Ce type d'érosions s'ajoute à d'autres, causées par la mauvaise qualité géologique du sol dans la région.

#### **Dimanche 15 octobre.**

**Environ 40 morts après le naufrage d'une baleinière à Mbandaka.** Un des rescapés, affirme que le HB Mapamboli a quitté le port de Mbandaka vendredi vers 21 h en direction de Bolomba-Centre. Il avait à son bord plus de cent passagers et des marchandises, dont des matériaux de construction destinés aux travaux du programme de développement local de 145 territoires. La baleinière a eu du mal à avancer à cause de la surcharge. Pendant que l'équipage tentait de rééquilibrer l'embarcation, celle-ci a ensuite basculé et projeté les passagers avec leurs biens; avant de couler entièrement. Le bilan provisoire, dressé par les familles des victimes et la société civile, fait état d'environ quarante corps repêchés, dont celui de la chargée de logistique de la Commission électorale nationale indépendante\Bolomba. Il y a aussi plusieurs disparus et quelques rescapés.

**Mbuji-Mayi : lancement de l'opération d'indemnisation des personnes expropriées à la suite de travaux de modernisation de l'aéroport.** Plus de 750 propriétaires des parcelles expropriés par l'Etat dans le cadre des travaux de modernisation de l'aéroport international de Bipemba à Mbuji-Mayi reçoivent, depuis vendredi 13 octobre, leur indemnisation. L'Etat remet un chèque à chaque propriétaire concerné afin qu'il libère l'espace qu'il occupe dans un délai de quinze jours. Cette opération d'expropriation vise à permettre l'élargissement du site aéroportuaire et de ses infrastructures. Les parcelles expropriées sont situées sur la RN1 précisément sur l'avenue Inga, dans sa partie comprise entre l'avenue Zaïre (l'entrée de la nouvelle aérogare) et l'avenue Dodoma, sur l'avenue Fatshi, ex Lusambo (la sortie de l'aéroport). Les expropriés ont sollicité l'autorité provinciale pour leur trouver un site de lotissement afin de faciliter leur délocalisation. Pour la gouverneure cette option est envisageable.

**Sud-Kivu : la CDJP dénonce la montée d'actes de vindicte populaire dans la province.** Dans son rapport bimensuel, la Commission diocésaine Justice et Paix de l'archidiocèse (CDJP) de Bukavu, révèle que près d'une dizaine de femmes accusées de sorcellerie ont été brulées vives pour le seul mois de septembre dernier. D'après cette commission, les bourreaux, bien identifiés, sont pourtant des personnes qui partagent avec la victime le même village, la même famille et la même religion. La CDJP interpelle les services de sécurité et la justice, mais aussi les autorités traditionnelles à sévir face à cette montée de la vindicte populaire pourtant réprimée par la loi.

**Lubero : les acteurs locaux recommandent certaines actions à mener après le retrait de la Monusco.** Des regroupements de femmes, des jeunes et la société civile ont échangé le 14 octobre avec une délégation de la Monusco sur la fermeture de la base militaire et les bureaux de l'antenne de Lubero. **Regrets et déception**, sont les sentiments qui ressortent de cet échange entre la délégation de la Monusco et des responsables des différentes structures de défense des droits des femmes, de la jeunesse et de la société civile de Lubero. La délégation de la Monusco a fait remarquer que la Mission onusienne est arrivée en RDC à la demande du Gouvernement congolais, et qu'elle se retire à la suite de la demande du même Gouvernement. Un acteur de la société civile estime, par exemple, qu'il est urgent de mettre en place des dispositifs pour pérenniser les acquis sécuritaires, notamment des alertes, pour mieux sécuriser la population. Il note aussi que la Monusco part alors que le Programme de désarmement, démobilisation et relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) n'a pas encore démarré à Lubero. Il fait aussi remarquer que la base militaire de Mulo ferme alors que l'autorité de l'Etat n'est pas encore restaurée et que des groupes armés écument une bonne partie du territoire. « Ce que nous subissons aujourd'hui est le fruit de la manipulation de politiciens. Le tableau est sombre, la situation sécuritaire est passée du vert au rouge. Pour accéder à leurs champs, les agriculteurs sont obligés par les miliciens de payer 1 000 FC pour certains, 10 voire 50 USD pour d'autres, en fonction du type de champs qu'ils possèdent. La situation est sombre dans le territoire de Lubero qui semble avoir été sacrifié par les politiciens. Au lieu de voir le nombre de groupes armés se réduire, ici, on assiste plutôt à une multiplication de ces groupes armés. Je peux vous dire que 80 à 90% du territoire de Lubero est sous le contrôle des groupes armés ». Des infrastructures qui soulagent la population. Le président de la société civile noyau de Lubero préfère retenir les réalisations de la Monusco dans la zone. Entre autres, la construction d'infrastructures d'intérêt commun comme des marchés publics, la réhabilitation de routes, mais pas que ça, « depuis l'installation de cette base de la Monusco à Lubero, il y a eu une franche collaboration entre la population et la Monusco. La mission nous a servi de pont entre nous, civils et les autorités. Elle nous a formés sur le système d'alerte précoce, protection des civils, droits de l'homme, plaidoyer, dialogue communautaire, résolution pacifique des conflits, ... ». Pour la, vice-présidente du Conseil territorial de la jeunesse, sa structure avait encore besoin de la Monusco pour certaines formations, « sincèrement, pour nous, femmes, c'est douloureux, car la Monusco a tellement aidé les femmes d'ici. Je prends seulement le cas des différentes formations dont nous avons bénéficié, de la construction d'une maison pour les femmes, nous qui n'avions pas d'endroit où nous rencontrer, des marchés grâce auxquels nous ne subissons plus des intempéries aujourd'hui ».

**Lomami : les habitants de deux villages de Luilu se réconcilient après un conflit foncier vieux de plusieurs années.** Les habitants des localités d'Ibola et de Kafumba dans la chefferie de Katshisungu ont accepté de résoudre pacifiquement ce différend suivant les recommandations de la commission d'enquête territoriale mise sur pied à cette fin. Les parties en conflit se disputaient deux savanes dont celle de la mission protestante dénommée Kasha.

Selon les conclusions du rapport, les enquêteurs ont trouvé que la localité d'Ibola a existé avant celle de Kafumba. La commission a identifié les limites qui séparent les deux localités en conflit. Ces limites ont été intentionnellement modifiées par une des parties. Une copie des résolutions prises par les enquêteurs a été envoyée aux représentants de ces deux villages. L'administrateur de territoire qui a initié cette enquête se dit satisfait d'avoir rendu possible la cohabitation entre les habitants de ces deux localités.

**Nord-Kivu : violents combats entre le M23 et les groupes armés locaux ce dimanche à Bwito**, dans la région de Tongo et Bushusha, chefferie de Bwito, au territoire de Rutshuru. La coalition des groupes armés locaux essaye de bloquer le passage des renforts du M23 sur l'axe Tongo tentant d'occuper également Bwiza, l'une des grands bastions des rebelles du M23. Quelques civils auraient été blessés. Par ailleurs, dans le Masisi, quelques accrochages ont été signalés pendant la nuit de samedi à dimanche à trois endroits différents autour de Kitshanga.

**Au moins 255 services privés autorisés à faire de placement en RDC.** La Direction générale de l'Office national de l'emploi (Onem) a publié la liste de ces services. Dans le même document, le directeur général de l'Onem, a demandé à ces organisations ayant fonctionné sans interruption pendant deux ans de passer, dans les 30 jours à partir dudit communiqué, au bureau de service juridique et contentieux de cet établissement public pour des dispositions pratiques.

**Rutshuru : des milliers de déplacés en situation difficile à Bambo.** Selon la société civile locale, certains de ces déplacés sont dans des familles d'accueil, d'autres dans les écoles, où ils manquent de tout. Toutes ces personnes vivent dans des conditions difficiles à la suite des difficultés qu'éprouvent les humanitaires d'accéder dans cette zone, en proie aux accrochages entre M23 et miliciens locaux. Seule l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) est présente dans cette contrée pour appuyer l'hôpital et la zone de santé de Bambo et assurer des soins à

la population locale et aux déplacés dans une grande partie de Bwito. D'après des sources sur place, ces déplacés ont fui les récents combats se sont ajoutés à d'autres ayant été déjà à Bambo depuis quelques mois.

**Plus de 100 rescapés des ADF encore retenus à l'Etat-major des Fardc à Beni.** La présidente de la société civile du territoire de Mambasa (Ituri) a exprimé son indignation de constater que ces rescapés soient encore entre les mains des militaires jusqu'à ces jours. « Ça fait plus de 50 jours que ces rescapés sont retenus au niveau de Beni à l'unité des Fardc Sokola 1. Nous avons collaboré avec la société civile de Beni et leurs membres de familles ont quitté Byakato, Lwemba pour leur rendre visite et leur apporter des vêtements et à manger. Voilà aujourd'hui ils sont bloqués et qu'est-ce qu'ils ont fait ». Elle affirme avoir lancé un cri d'alarme aux autorités notamment le gouverneur, le commandant de la 32<sup>ème</sup> région militaire pour que ces rescapés retournent dans leurs milieux.

